

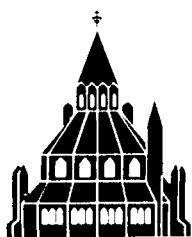
Étude générale

BP-260F

LE CANADA ET LA RÉGION DU PACIFIQUE

Anthony Chapman
Division de l'économie

Juin 1991



Bibliothèque
du Parlement
Library of
Parliament

**Service de
recherche**

Le Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement travaille exclusivement pour le Parlement, effectuant des recherches et fournissant des informations aux parlementaires et aux comités du Sénat et de la Chambre des communes. Entre autres services non partisans, il assure la rédaction de rapports, de documents de travail et de bulletins d'actualité. Les attachés de recherche peuvent en outre donner des consultations dans leurs domaines de compétence.

THIS DOCUMENT IS ALSO
PUBLISHED IN ENGLISH

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1
L'IMPORTANCE DE LA RÉGION DU PACIFIQUE	2
UN DÉVELOPPEMENT COMPARABLE À UN VOL D'OIES	8
APERÇU DE L'ÉCONOMIE DES PAYS DE LA RÉGION DU PACIFIQUE	11
Japon	11
Hong Kong	19
Singapour	23
Taiwan	27
Corée du Sud	29
Indonésie	35
Malaysia	40
Philippines	41
Thaïlande	45
Nouvelle-Zélande	49
Australie	52
République populaire de Chine	56
LA POLITIQUE COMMERCIALE DU CANADA À L'ÉGARD DE LA RÉGION DU PACIFIQUE	63
CONCLUSION	68
ANNEXE 1	71



CANADA

LIBRARY OF PARLIAMENT
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

LE CANADA ET LA RÉGION DU PACIFIQUE

i

INTRODUCTION

Chacun sait que le Canada est une nation commerçante. Environ un tiers de notre revenu national et plus de trois millions de nos emplois dépendent du commerce international. Nos principaux marchés d'exportation peuvent être répartis selon trois régions: les États-Unis, la Communauté économique européenne (CEE) et la région du Pacifique, où sont allées respectivement près des trois-quarts, 8,5 et 11 p. 100 de nos exportations en 1989. Le volume considérable des échanges commerciaux du Canada avec les États-Unis a incité le gouvernement canadien à négocier, en 1987, l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE), lequel pourrait bien s'étendre à l'ensemble de l'Amérique du Nord si les négociations que le gouvernement mène actuellement avec ceux des États-Unis et du Mexique aboutissent. Par ailleurs, on a prêté une attention considérable aux conséquences, pour le Canada et d'autres pays, du projet européen de grand marché intérieur, Europe 1992.

Par contre, une attention moins grande semble avoir été accordée à la région du Pacifique qui, après tout, est le deuxième partenaire commercial du Canada. Or, étant donné la menace que fait peser sur le système commercial international l'impasse dans laquelle se sont récemment retrouvées les négociations concernant les subventions dans le cadre de l'Uruguay Round du GATT, il est peut-être temps de souligner l'importance de plus en plus grande que présente cette région à la fois pour l'économie mondiale et pour l'économie canadienne.

Aucun groupe de pays n'a probablement plus intérêt que les pays de la région du Pacifique à ce que l'Uruguay Round aboutisse. Contrairement aux pays de l'Amérique du Nord et à ceux de la Communauté

économique européenne, les pays de la région du Pacifique n'ont pas formé de bloc commercial. Il est vrai que l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont conclu un accord commercial pour le rapprochement économique et que les pays de l'ASEAN (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Brunei) ont des arrangements préférentiels en matière d'échanges commerciaux. Par contre, les plus grosses nations commerçantes de la région -- le Japon et les pays nouvellement industrialisés (PNI) que sont la Corée du Sud, Taiwan et les cités-États de Singapour et de Hong Kong (surnommés les quatre "dragons") -- ne font partie d'aucun bloc commercial régional. Quoiqu'il en soit, toutes les grandes nations commerçantes de la région du Pacifique sont encore extrêmement tributaires des marchés européen et américain et particulièrement vulnérables en cas d'effondrement du système commercial multilatéral.

L'IMPORTANCE DE LA RÉGION DU PACIFIQUE

La région du Pacifique désigne en principe le groupe de pays de l'Asie et de l'Océanie situés en bordure de la côte ouest du Pacifique, mais peut s'étendre jusqu'à la côte du Pacifique de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud. Dans son groupement des pays par destination des exportations, Statistique Canada exclut de la région du Pacifique les pays en bordure de la côte est, pour ne tenir compte que des pays et cités-États suivants: Hong Kong, Malaysia, Brunei Darussalam, Singapour, Birmanie, Cambodge, Laos, Chine, Indonésie, Japon, Corée du Nord, Corée du Sud, Népal, Philippines, Macau, Taiwan, Thaïlande, Vietnam, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Australie, Nouvelle-Zélande, ainsi que les îles du Pacifique.

Afin d'examiner la région du Pacifique plus en détail, nous nous contentons, dans le présent document, de passer en revue les grandes nations commerçantes de cette partie du monde: 1) le Japon, le pays le plus industrialisé et le moteur de la croissance économique de la région; 2) les PNI, dont la croissance est rapide -- Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong, et Singapour; 3) les pays de l'ASEAN -- Indonésie, Malaysia, Thaïlande et Philippines --, qui suivent de près les PNI du point de vue du

développement⁽¹⁾; 4) les pays développés que sont l'Australie et la Nouvelle-Zélande; et enfin 5) la République populaire de Chine, une nouvelle puissance dans la région.

Les pays de la région du Pacifique se caractérisent en général par un taux de croissance du PNB supérieur à la moyenne et des politiques commerciales axées vers l'extérieur, qui ont donné lieu à une augmentation rapide des exportations. Selon les estimations, le volume des échanges commerciaux trans-Pacifique excède 300 milliards de dollars par an, et devrait dépasser 500 milliards d'ici l'an 2000. Toujours selon les estimations, la région Asie-Pacifique devrait compter pour 60 p. 100 de la population mondiale, pour 50 p. 100 de la production et pour 40 p. 100 de la consommation à la fin du siècle⁽²⁾.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, la région du Pacifique est le deuxième partenaire commercial du Canada, après les États-Unis. En 1989, les exportations du Canada à destination de la région du Pacifique se sont chiffrées à 16,4 milliards de dollars et ses importations en provenance de cette région, à 19,3 milliards de dollars⁽³⁾. Entre 1979 et 1989, la valeur nominale des exportations canadiennes à destination de cette région a augmenté de 154 p. 100 et celle des importations de 287 p. 100 (tableau 1). À titre de comparaison, indiquons que durant cette même période, la valeur de l'ensemble des exportations canadiennes a augmenté de 111 p. 100 et celle de l'ensemble des importations, de 115 p. 100, ce qui prouve le volume des échanges commerciaux du Canada

(1) L'ASEAN est l'acronyme qui sert à désigner l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, créée en 1967 à des fins de coopération économique et politique. Au nombre des programmes de coopération économique entre les pays de l'ASEAN, citons un accord sur un système de préférences tarifaires. La cité-État de Singapour fait à la fois partie de l'ASEAN et des PNI. Toutefois, aux fins du présent document, elle sera classée avec les PNI. Quant au Brunei Darussalam, qui est également membre de l'ASEAN, il n'en sera pas question ici en raison de sa petite taille. Dans le présent document l'expression "pays de l'ASEAN", désigne donc l'Indonésie, la Malaysia, la Thaïlande, et les Philippines.

(2) L'honorable John Crosbie, "Pacific Trade and Economic Development", *The Pacific & Global Trade*, Murray Smith (éd.), Institut de recherches politiques, 1989, p. 64.

(3) La définition de la région du Pacifique utilisée dans le présent document est empruntée à Statistique Canada.

TABLEAU 1

EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DU CANADA PAR GROUPEMENTS DE PAYS
1979-1989
(EN MILLIONS DE DOLLARS CAN ET VARIATION EN POURCENTAGE)

<u>Exportations</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u>	<u>1983</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>
Tous les pays	65 641	76 158 (16,0%)	83 811 (10,0%)	84 530 (0,9%)	90 612 (7,2%)	112 383 (24,3%)	119 474 (6,3%)	120 669 (1,0%)	125 086 (3,7%)	137 550 (10,0%)	138 339 (0,6%)
États-Unis	44 534	48 173 (8,2%)	55 487 (15,2%)	57 685 (4,0%)	66 011 (14,4%)	84 928 (28,7%)	93 059 (9,6%)	93 206 (0,2%)	94 505 (1,4%)	100 321 (6,2%)	101 411 (1,1%)
Région du Pacifique	6 454	7 766 (20,3%)	7 990 (2,9%)	8 511 (6,5%)	8 805 (3,5%)	9 980 (13,3%)	10 254 (2,7%)	10 541 (2,8%)	12 749 (20,9%)	16 904 (32,6%)	16 399 (-3,0%)
CEE	7 695	10 049 (30,6%)	9 317 (-7,3%)	7 916 (-15,0%)	7 016 (-11,4%)	7 302 (4,1%)	7 086 (-3,0%)	8 186 (15,6%)	9 552 (16,7%)	11 042 (15,6%)	11 827 (7,1%)
<u>Importations</u>											
Tous les pays	62 870	69 273 (10,2%)	79 481 (14,7%)	67 855 (-14,6%)	75 520 (11,3%)	95 459 (26,4%)	104 355 (9,3%)	112 511 (7,8%)	116 238 (3,3%)	131 171 (12,8%)	135 033 (2,9%)
États-Unis	44 629	47 445 (6,3%)	53 579 (12,9%)	46 907 (-12,5%)	52 859 (12,7%)	66 466 (25,7%)	72 020 (8,4%)	75 227 (4,5%)	76 716 (2,0%)	86 020 (12,2%)	88 017 (2,3%)
Région du Pacifique	4 977	5 868 (17,9%)	7 637 (30,1%)	6 927 (-9,3%)	8 635 (24,7%)	11 306 (30,9%)	12 426 (9,9%)	15 224 (22,5%)	16 261 (6,8%)	18 354 (12,9%)	19 253 (4,9%)
CEE	5 902	5 877 (-0,4%)	6 854 (16,6%)	6 046 (-11,8%)	6 318 (4,5%)	8 930 (41,3%)	10 726 (20,1%)	12 864 (19,9%)	13 762 (7,0%)	16 058 (16,7%)	14 915 (-7,1%)

Source: Statistique Canada, *Exportations - Commerce de marchandises, Importations - Commerce de marchandises*, 1989.

avec la région du Pacifique augmente plus rapidement que celui de son commerce pris globalement. Si l'on se reporte au tableau 1, on constate également que le commerce du Canada avec la région du Pacifique a distancé son commerce avec les États-Unis et avec la CEE.

Pour ce qui est des investissements, les liens du Canada avec la région du Pacifique se sont également vite renforcés. Entre 1984 et 1989, les investissements directs des pays de la région du Pacifique au Canada ont augmenté de plus de 282 p. 100, alors que le total des investissements étrangers n'a augmenté que de 42 p. 100 (tableau 2)⁽⁴⁾. Ces dernières années, certains investisseurs au Japon, à Hong Kong et en Australie, se sont montrés vivement intéressés par l'acquisition d'entreprises canadiennes. Le montant total des investissements directs des pays de la région du Pacifique au Canada représente toutefois encore moins d'un tiers de ceux qui viennent d'Europe et environ 12 p. 100 de ceux qui viennent des États-Unis. Par ailleurs, les investissements directs canadiens dans la région du Pacifique ont augmenté un peu moins rapidement que le total des investissements directs du Canada à l'étranger (tableau 3). C'est principalement aux États-Unis que vont les investissements canadiens à l'étranger, encore que les investissements en Europe s'accroissent très rapidement. Dans la région du Pacifique, c'est surtout en Australie et à Singapour que vont les investissements directs canadiens.

En outre, d'autres capitaux étrangers viennent de la vente à l'étranger d'obligations canadiennes. Depuis la fin des années 70, c'est de plus en plus de ce type d'opération que viennent les capitaux étrangers qui représentaient 40 p. 100 des engagements bruts internationaux du Canada à la fin de 1990 par rapport à 35 p. 100 en 1978⁽⁵⁾. Une part de plus en plus grande des obligations canadiennes en circulation est détenue à

(4) Selon Statistique Canada, "l'investissement direct est l'investissement qui permet à l'investisseur, de façon continue, d'influer ou d'avoir droit de parole sur la gestion d'une entreprise. À des fins opérationnelles, on qualifie d'investissement direct la détention d'au moins 10 p. 100 de l'avoir d'une entreprise. L'investissement direct regroupe également les créances qui demeureront en cours pendant plus d'un an".

(5) Statistique Canada, *Bilan des investissements internationaux du Canada*, 1988-1990, p. 24.

TABLEAU 2

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS AU CANADA, 1984-1989
SELON LE LIEU D'APPARTENANCE
(EN MILLIONS DE DOLLARS CAN)

<u>Lieu d'appartenance</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>
États-Unis	63 355	66 013	67 025	71 584	72 730	75 825
Europe	15 981	16 901	20 216	22 385	27 829	31 120
Japon	1 790	1 925	2 291	2 528	3 274	4 681
Hong Kong	168	170	426	642	1 193	1 043
Australie	94	107	214	471	808	1 055
Corée du Sud	89	92	106	123	115	125
Singapour	51	52	52	69	59	104
Taiwan	12	22	22	22	23	38
Malaisie (Malaysia)	3	6	6	15	17	21
Autres pays de la région du Pacifique	271	281	295	1 902	1 818	2 406
Total partiel - Région du Pacifique	2 478	2 654	3 412	5 772	7 307	9 475
Total - Monde	83 385	87 226	92 401	101 508	110 122	118 478

Source: Statistique Canada, *Bilan des investissements internationaux du Canada, 1988-1989*, Catalogue 67-202.

TABLEAU 3

INVESTISSEMENTS DIRECTS CANADIENS À L'ÉTRANGER, 1984-1989
SELON LE LIEU DE L'INVESTISSEMENT
(EN MILLIONS DE DOLLARS CAN)

<u>Lieu de l'investissement</u>	<u>1984</u>	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>
États-Unis	32 151	37 074	39 424	42 687	46 168	50 122
Europe	6 375	7 780	8 702	10 986	12 462	15 674
Japon	231	232	225	243	356	393
Hong Kong	191	203	247	280	244	377
Australie	1 021	1 041	1 065	1 294	2 013	2 116
Corée du Sud	15	17	18	3	22	35
Singapour	627	895	1 247	1 781	1 787	1 290
Taiwan	48	25	26	84	122	181
Malaisie (Malaysia)	45	48	45	54	60	64
Indonésie	1 052	1 092	1 160	992	994	921
Autres pays de la région du Pacifique	232	246	238	293	301	243
Total partiel - Région du Pacifique	3 462	3 799	4 273	5 022	5 900	5 621
Total - Monde	47 422	54 123	58 492	65 869	72 174	79 925

Source: Statistique Canada, *Bilan des investissements internationaux du Canada, 1988-1989*, Catalogue 67-202.

l'étranger, particulièrement par les États-Unis et le Japon. À la fin de 1990, les investisseurs japonais détenaient 25 p. 100 des obligations canadiennes en circulation à l'étranger, tandis que les investisseurs américains en détenaient 30 p. 100, ce qui constitue une baisse par rapport aux 66 p. 100 qu'ils détenaient en 1978⁽⁶⁾. Statistique Canada attribue cette baisse à l'émergence du Japon en tant que force sur le marché canadien des obligations.

UN DÉVELOPPEMENT COMPARABLE À UN VOL D'OIES

Le développement en Asie de l'Est et du Sud-Est suit un modèle qu'on a souvent comparé à un vol d'oies, c'est-à-dire, en "V", avec le Japon en tête, suivi au deuxième rang par les PNI puis, au troisième rang, par les pays de l'ASEAN⁽⁷⁾. En tant que leader pour ce qui est du développement, le Japon est le premier à se lancer dans la fabrication d'un nouveau produit et à l'exporter. Quelque temps après, c'est au tour des PNI à apprendre comment fabriquer le produit en question et à concurrencer les exportations japonaises, d'abord sur le marché intérieur, puis sur les marchés d'exportation, et finalement sur le marché japonais. Entre temps, les pays de l'ASEAN commencent eux-mêmes à fabriquer le même produit et à concurrencer les PNI, lesquels à ce stade se sont déjà lancés dans la fabrication d'un nouveau produit mis au point par eux ou par le pays "locomotive", le Japon⁽⁸⁾.

Le Japon est le moteur qui entraîne les économies de la région du Pacifique. C'est la demande japonaise qui est à l'origine de la mise en valeur de gisements minéraux et d'autres matières premières dans la région. C'est également à elle que l'on doit une grande partie de la technologie et des capitaux destinés au développement du secteur manufacturier dans les PNI et les pays de l'ASEAN. Au départ, le Japon considérait le reste de l'Asie comme une source où se procurer les produits alimentaires et les matières premières nécessaires au développement de son

(6) *Ibid*, p. 27.

(7) "A Survey of the Yen Block", *The Economist*, 15 juillet 1989, p. 10.

(8) Yung Chul Park, "The Little Dragons and Structural Change in Pacific Asia," *World Economy*, juin 1989, p. 132-133.

secteur manufacturier. Toutefois, à la suite de l'augmentation des salaires au Japon et de l'amélioration de l'infrastructure industrielle des PNI, ces derniers sont devenus le centre de fabrication de produits à faible technologie, comme les chaussures, les vêtements et les textiles. Aujourd'hui, ces pays sont à même de concurrencer le Japon dans d'autres secteurs comme les produits chimiques, les articles en céramique et en argile et les métaux non ferreux, et ils pourraient même arriver à le surpasser dans la production du fer et de l'acier, dans la fabrication de produits à base de métal et de certains matériels de transport, ainsi que dans la construction navale.

La formidable croissance économique enregistrée dans certains pays moins avancés de la région du Pacifique est en train de les placer au rang des pays industrialisés. Suivant l'exemple du Japon, les PNI se sont servis du commerce comme moteur de leur croissance économique. À titre d'illustration de l'importance du commerce pour ces économies, signalons qu'en 1988, le rapport exportations de produits et services/produit intérieur brut était de 135,9 p. 100 à Hong Kong, de 42 p. 100 en Corée du Sud, de 210 p. 100 à Singapour et de 59,7 p. 100 à Taiwan, alors qu'il était de 13,1 p. 100 au Japon, de 8,9 p. 100 aux États-Unis et de 26,2 p. 100 au Canada⁽⁹⁾.

Entre 1975 et 1988, les exportations des quatre PNI à destination de tous pays se sont accrues, en dollars américains pris à leur valeur nominale, à un rythme annuel de près de 20 p. 100, soit deux fois plus vite que les exportations à l'échelle mondiale. Durant cette même période, les importations des PNI ont augmenté d'un peu moins de 17 p. 100 par rapport à 10 p. 100 pour l'ensemble de l'économie mondiale. Par suite de ces augmentations, la part que les échanges des PNI représentent dans le commerce mondial est passée d'environ 3 p. 100 en 1975 à près de 8 p. 100 en 1988⁽¹⁰⁾. Les performances spectaculaires de ces pays sur le plan des échanges commerciaux se sont traduites par des taux de croissance économique également impressionnants. De 1960 à 1970, le taux de

(9) FMI, *Statistiques financières internationales*, Annuaire 1990.

(10) Scott Roger et Mark McClellan, "Les économies nouvellement industrialisées d'Asie dans le système des échanges internationaux", *Revue de la Banque du Canada*, mars 1990, p. 7.

croissance réel du PNB dans les quatre PNI a été en moyenne de 8,4 p. 100. Entre 1970 et 1980, il est passé à 8,8 p. 100 par année, et de 1980 à 1988, à 8,5 p. 100 en moyenne⁽¹¹⁾.

Par suite de leur succès sur le plan des exportations, les PNI ont des comptes courants largement excédentaires, surtout par rapport à leur principal marché, les États-Unis. S'ils ont un avantage commercial, c'est peut-être dans une certaine mesure parce qu'ils se sont opposés à une appréciation de leurs monnaies, parce qu'ils ont limité les dépenses nationales et parce qu'ils ont maintenu d'importants obstacles à l'importation. Pour surmonter leur perpétuel déficit, les États-Unis ont encouragé les PNI à abaisser les obstacles à l'importation, à laisser leurs monnaies s'apprécier et à stimuler la demande nationale afin d'accroître les importations. En janvier 1988, les États-Unis ont rayé la Corée du Sud de la liste des pays en développement bénéficiant de droits de douane moins élevés en vertu du système généralisé de préférences (SGP). Un an plus tard, ils ont également rayé Taiwan, Hong Kong, et Singapour de cette liste. Le Canada applique le SGP à la Corée du Sud, à Hong Kong et à Singapour, mais pas à Taiwan.

Les quatre pays de l'ASEAN -- Malaysia, Thaïlande, Indonésie et Philippines -- formeront la prochaine vague de pays industrialisés. Ces pays qui, au départ, étaient spécialisés dans les produits agricoles et les matières brutes, comme le pétrole, le caoutchouc et l'étain, se sont maintenant lancés dans la fabrication de biens exigeant peu de technologie et un coefficient élevé de main-d'oeuvre, comme les textiles. En outre, bien que les faibles salaires et un bassin de main-d'oeuvre considérable dans les pays de l'ASEAN favorisent encore la fabrication de biens à forte intensité de main-d'oeuvre, l'essor des industries spécialisées dans l'assemblage électronique et les produits électriques montre qu'ils se lancent de plus en plus dans la production de biens technologiques.

La Thaïlande et la Malaisie, cette dernière se rapprochant des PNI du fait de son rapport élevé exportations/PNB (45 p. 100), sont les pays de l'ASEAN dont les exportations ont augmenté le plus rapidement. Les deux autres pays de l'ASEAN n'ont pas atteint des résultats économiques aussi bons. Aux Philippines, l'économie a pâti de l'incertitude politique

(11) *Ibid*, p. 5.

et des séquelles d'une mauvaise administration antérieure; en Indonésie, elle a été entravée par la baisse des cours mondiaux du pétrole et une politique d'investissement nationaliste. L'accord de l'ASEAN sur un système de préférences tarifaires n'influant guère sur les échanges entre les pays de l'Association, l'économie de ces pays continuera de dépendre de leur commerce avec le Japon et, depuis quelque temps avec les quatre PNI.

On ne sait pas très bien où se situe la Chine par rapport aux pays dont il vient d'être question. Dans l'analogie du vol d'oiseaux, elle a été comparée à un oiseau immense se déplaçant parallèlement aux autres, étant donné qu'elle est capable de faire concurrence à plusieurs niveaux et de façon simultanée aux pays de l'ASEAN, aux PNI, voire même au Japon dans certains domaines⁽¹²⁾. Par exemple, la Chine exporte des produits agricoles, des textiles, des vêtements, des machines, du matériel de transports, du fer et de l'acier et fabrique à présent des ordinateurs et des produits électroniques spécialisés.

Le bassin considérable de main-d'oeuvre de la Chine continuera évidemment de faire de ce pays un concurrent potentiel pour ce qui est de la fabrication de produits exigeant un coefficient élevé de main-d'oeuvre. Cependant, on ignore dans quelle mesure la Chine est vraiment prête à libéraliser son économie de façon à réagir plus rapidement aux forces du marché.

APERÇU DE L'ÉCONOMIE DES PAYS DE LA RÉGION DU PACIFIQUE

Japon

Il existe de nombreux documents sur le miracle de l'économie japonaise. Le taux réel de croissance économique de ce pays a été en moyenne de 9,2 p. 100 par année de 1950 à 1970 et de 4,8 p. 100 par année entre 1970 et 1989⁽¹³⁾. À titre de comparaison, signalons que le taux réel de croissance économique aux États-Unis a été de 3,9 p. 100 par année

(12) Edwards K.Y. Chen, *The Economies of Asia's newly Industrializing Countries*, in Robert H. Taylor (éd.), *Asia and the Pacific, Facts on File*, New York, 1991, p. 1338.

(13) OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE*, décembre 1990, p. 192, et Christopher Howe, "Japan and the World Economy", dans Robert H. Taylor (éd.), *Asia and the Pacific*, vol. 2, New York, 1991, p. 1294.

durant la période s'étendant de 1950 à 1970, et de 2,7 p. 100 par année de 1970 à 1989. Étant donné ces taux, la part du Japon pour ce qui est du PIB de l'ensemble des pays faisant partie de l'OCDE est passé de moins de 2,5 p. 100 au début des années 50 à 15,2 p. 100 en 1985⁽¹⁴⁾. À l'exception de 1974, année de récession due au choc pétrolier, l'économie du Japon n'a cessé de croître depuis 1970. Le Japon est maintenant la deuxième puissance économique à marché libre. En 1988, son PIB était de 2,8 billions de dollars US, soit 23 235 \$ US par habitant⁽¹⁵⁾. Encore une fois, à titre de comparaison, indiquons que le PIB des États-Unis était de 4,8 billions de dollars américains, soit 19 558 \$ US par habitant et celui du Canada de 484,6 milliards de dollars US, soit 18 675 \$ US par habitant. (Si l'on tient compte du pouvoir d'achat, le PIB par habitant au Japon était de 14 285 \$ US par rapport à 19 558 \$ US aux États-Unis et à 18 413 \$ US au Canada).

Importateur de capitaux après la Seconde Guerre mondiale, le Japon est devenu, en 1984, le plus gros créancier du monde, et, à la fin de 1988, il détenait des avoirs extérieurs estimés à 291,8 milliards de dollars US⁽¹⁶⁾. L'importante sortie de capitaux japonais compense les déséquilibres des paiements extérieurs des autres pays, notamment les États-Unis. La majeure partie des achats japonais à l'étranger a pris la forme d'investissements de portefeuille (obligations et participations minoritaires); toutefois, à la fin de 1988, 38 p. 100 des investissements (110,8 milliards \$ US) étaient des investissements directs (participations majoritaires)⁽¹⁷⁾. Plusieurs acquisitions japonaises importantes, notamment l'achat du Rockefeller Centre à New York et, en Californie, celui de CBS Records et de la Columbia Pictures Entertainment par la société Sony sont des plus controversées. À la suite de ces opérations, les États-Unis ont commencé à s'inquiéter des investissements étrangers, bien qu'ils aient besoin de capitaux étrangers pour compenser la désépargne chez eux.

(14) Economist Intelligence Unit, *Japan: Country Profile 1990-1991*, p. 10.

(15) OCDE, *Études économiques 1989/1990 - Japon (Statistiques de base)*.

(16) Tracy Redies, "Japanese Foreign Direct Investment in the 1980s: An Exercise in Financial Power", dans Peter N. Nemetz (éd.), *The Pacific Rim-Investment Development*, 2^e édition, UBC Press, 1990, p. 89.

(17) *Ibid.*

Comme nous l'avons fait observer plus tôt, le Japon est un gros acheteur d'obligations et d'actions canadiennes. Cependant, au Canada où les intérêts étrangers ont toujours été importants, cela semble poser moins de problèmes qu'aux États-Unis. Tant le gouvernement fédéral que les gouvernements provinciaux ont encouragé les constructeurs d'automobiles Toyota, Honda et Suzuki à faire des placements substantiels au Canada.

À la fin de 1989, les investissements directs japonais au Canada étaient de 1,2 milliard de dollars dans le secteur manufacturier, de 581 millions dans l'industrie du pétrole et du gaz naturel, de 381 millions dans les industries minière et métallurgique, de 928 millions dans le marchandisage et de 824 millions dans les services financiers. C'est dans le secteur manufacturier et celui des services financiers que les investissements directs japonais au Canada ont augmenté le plus rapidement⁽¹⁸⁾. À la fin de 1990, le bilan des investissements internationaux du Canada (mesuré à partir de l'actif et du passif extérieurs) accusait, en ce qui concerne le Japon, un passif extérieur net de 58 milliards de dollars, contre 107 milliards pour les États-Unis et 67 milliards pour le CEE.

Depuis le début des années 50, le Japon a appliqué une stratégie de développement fondée sur les exportations et il doit son succès économique au fait que d'autres pays -- principalement les États-Unis -- sont prêts à acheter des produits de fabrication japonaise. Le secteur manufacturier japonais est rapidement passé de la production, après la guerre, de textiles exigeant peu de technologie à la fabrication, dans les années 60 et 70, de caméras et d'appareils-photos, de transistors, de magnétophones, de téléviseurs, de stéréos, et d'autres biens électroniques de consommation. Durant les années 70, le Japon a également commencé à exporter des quantités substantielles d'automobiles et il était devenu, au début des années 80, le plus grand constructeur d'automobiles; en 1987, sa production dans ce domaine était d'environ 7,9 millions de voitures et de 4,3 millions de camions⁽¹⁹⁾. Le Japon n'a pas non plus négligé l'industrie lourde. C'est encore l'un des pays les plus importants

(18) Statistique Canada, *Bilan des investissements internationaux du Canada, 1988-1990*, p. 63.

(19) Robert H. Taylor (éd.), *Asia and the Pacific*, vol. 1, New York, 1991, p. 136.

du monde pour ce qui est de la production d'acier et de la construction navale, même si sa part du marché mondial se trouve compromise par certains pays concurrents comme la Corée du Sud.

Le succès des exportations japonaises de biens manufacturés a entraîné, sur le plan de la concurrence, toute une série de problèmes, dont le protectionnisme à l'étranger (en particulier aux États-Unis), un taux de change élevé du yen, et une concurrence des prix de la part des PNI et des pays en développement, dont les produits sont meilleur marché. Le Japon a réagi à ces problèmes de diverses façons, notamment en encourageant la demande intérieure pour remplacer la demande extérieure afin de pouvoir réduire l'excédent de sa balance commerciale, en investissant des sommes élevées dans la recherche et le développement de façon à pouvoir accéder à une production à plus forte valeur ajoutée, et en investissant dans des centres de production à l'étranger pour à la fois réduire les coûts et contourner les obstacles au commerce à l'étranger.

Ces problèmes et les politiques appliquées en réaction par le Japon favorisent l'intégration économique des pays de la région du Pacifique. D'abord, l'appréciation du yen et la stimulation de la demande intérieure provoquent une augmentation des importations en provenance des PNI et des pays de l'ASEAN. En 1989, la valeur nominale des exportations de marchandises des PNI au Japon a été de 200 p. 100 supérieure à celle qu'elle atteignait en 1985 (tableau 4). Au cours de la même période, les exportations des pays de l'ASEAN ont tout juste augmenté de 17 p. 100. Toutefois, la croissance relativement lente des exportations des pays de l'ASEAN reflète la baisse de la valeur des expéditions de pétrole de l'Indonésie et de la Malaysia par suite de la chute des prix du pétrole au milieu des années 80. À titre de comparaison, indiquons que les importations japonaises en provenance de tous les pays ont augmenté de 60,6 p. 100 entre 1985 et 1989.

Comme le montre le tableau 5, les États-Unis ont absorbé en 1989 plus d'un tiers des exportations japonaises, se plaçant ainsi à la tête des marchés étrangers. Il est intéressant de noter que trois des cinq principaux marchés d'exportation du Japon sont des PNI. À eux trois, la Corée du Sud, Taiwan et Hong Kong absorbent 15,8 p. 100 des exportations japonaises. Bien que les États-Unis soient le principal fournisseur du Japon, l'important excédent de la balance commerciale nippon-américaine

TABLEAU 4

IMPORTATIONS JAPONAISES PAR ORIGINE
(EN MILLIONS DE DOLLARS US ET VARIATION EN POURCENTAGE
PAR RAPPORT À LA PÉRIODE PRÉCÉDENTE)

	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>
PNI d'Asie	9 941	12 609 (26,8%)	19 030 (50,9%)	25 015 (31,5%)	26 988 (7,9%)
Pays de l'ASEAN	18 433	14 008 (-24,0%)	16 503 (17,8%)	19 149 (16,0%)	21 673 (13,2%)
Pays industrialisés	51 680	60 591 (17,2%)	69 888 (15,3%)	92 742 (32,7%)	104 780 (13,0%)
États-Unis	26 099	29 410 (12,7%)	31 957 (8,7%)	42 267 (32,2%)	48 253 (14,2%)
Canada	4 802	4 936 (2,8%)	6 109 (23,8%)	8 301 (35,9%)	8 606 (3,7%)
Tous les pays	130 516	127 660 (-2,2%)	150 907 (18,2%)	187 483 (24,2%)	209 635 (11,8%)

Source: FMI, *Direction of Trade Statistics, Yearbook 1990*.

TABLEAU 5

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DU JAPON
(CLASSEMENT DE 1989 AVEC VALEUR EN MILLIONS DE DOLLARS US)

<u>Exportations</u>		<u>Importations</u>	
1. États-Unis	93 954 (34,2%)	1. États-Unis	48 253 (23,0%)
2. Corée du Sud	16 491 (6,0%)	2. Corée du Sud	12 931 (6,2%)
3. Allemagne	15 851 (5,8%)	3. Australie	11 503 (5,5%)
4. Taiwan	15 349 (5,6%)	4. Chine	11 083 (5,3%)
5. Hong Kong	11 472 (4,2%)	5. Indonésie	10 956 (5,2%)
11. Canada	6 776 (2,5%)	8. Canada	8 606 (4,1%)
Total - Exportations	274 597 (100%)	Total - Importations	209 635 (100%)

Source: FMI, *Direction of Trade Statistics, Yearbook 1990*.

(45,7 milliards de dollars américains) est la source d'importantes frictions entre les deux pays.

Afin d'éviter les restrictions à l'importation, le Japon continue "volontairement" à s'imposer des quotas d'exportation d'acier et d'automobiles à destination des États-Unis. Dans le cadre d'un autre différend à propos des semi-conducteurs, les États-Unis ont imposé des droits de douane sur le matériel et les appareils électriques japonais, à titre de mesure de rétorsion contre le Japon qui a enfreint un accord aux termes duquel il s'engage à cesser d'écouler à bas prix des semi-conducteurs sur le marché américain et à ouvrir son marché aux importations de ces produits. Les restrictions japonaises aux importations de produits agricoles sont depuis longtemps un facteur de friction entre les deux pays.

Le président Bush a proposé en mai 1989 la tenue de négociations dans le cadre de l'Initiative concernant les obstacles structurels (SII), et le Japon a accepté de s'attaquer aux problèmes que posent aux États-Unis les faibles taux de consommation japonais, les cartels collusoires au niveau du système de marketing et de distribution au Japon, les lois japonaises limitant la taille des magasins de détail qui peuvent ouvrir sans l'approbation des propriétaires de petites boutiques locales, ainsi qu'un certain nombre de pratiques qui, de l'avis des États-Unis, limitent l'entrée des importations sur le marché japonais.

Comme le montre le tableau 6, les principales exportations du Canada à destination du Japon se composent de produits bruts et semi-finis, y compris des combustibles minéraux (principalement du charbon), du bois et des produits du bois, des minerais (en particulier du minerai de cuivre), des graines oléagineuses (huile de canola) et de la pâte de bois. Les importations canadiennes en provenance du Japon sont notamment des produits finis, comme les véhicules (automobiles et camions), des machines, des chaudières, des moteurs et du matériel mécanique (dont du matériel informatique), des machines et appareils électriques (entre autres des radios, des téléviseurs, des stéréos, des appareils vidéo), du matériel d'optique, photographique et d'autre matériel de précision, du caoutchouc et des articles de caoutchouc (y compris des pneus).

TABLEAU 6

ÉCHANGES COMMERCIAUX DU CANADA AVEC LE JAPON EN 1990
(EN MILLIONS DE DOLLARS CAN)

<u>Principales exportations canadiennes</u>		<u>Principales importations canadiennes</u>	
1. Combustibles minéraux	1 487,4	1. Véhicules	3 756,5
2. Bois et ouvrages en bois	1 245,8	2. Machines, chaudières, appareils et engins mécaniques	2 096,6
3. Minerais, scories et cendres	970,6	3. Machines, appareils et matériel électriques	1 576,9
4. Graines oléagineuses	713,5	4. Instruments et appareils d'optique, de mesure, de contrôle, etc.	460,2
5. Pâte de bois	664,8	5. Caoutchouc et ouvrage en caoutchouc	193,2
Total - Exportations	8 171,9	Total - Importations	9 517,5

Source: Statistique Canada, *Importations par pays*, janvier-décembre 1990, Catalogue 65-006.

Statistique Canada, *Exportations par pays*, janvier-décembre 1990, Catalogue 65-003.

Hong Kong

De ses débuts, au milieu du XIX^e siècle, en tant que port franc contrôlé par les Britanniques jusqu'à l'arrivée des fabricants de textiles de Shangai après la Seconde Guerre mondiale, Hong Kong est devenue un grand centre de fabrication de textiles et se classe au 10^e rang des exportateurs du monde non communiste. Aujourd'hui, Hong Kong maintient sa situation traditionnelle de grand exportateur de textiles et de vêtements, d'horlogerie, de jouets et de jeux. Toutefois, récemment, elle est également devenue un grand exportateur d'ordinateurs et de machines de bureau, de téléviseurs, de radios et d'autres appareils électroniques. Ses principaux partenaires commerciaux sont la Chine, les États-Unis et le Japon (tableau 7).

Au fur et à mesure des augmentations salariales à Hong Kong, les hommes d'affaires de cette colonie britannique ont fait appel à la Chine pour fabriquer des biens à fort coefficient de main-d'oeuvre, comme les textiles. Par exemple, dans la province chinoise voisine de Guandong, on estime à au moins 1,5 à 3 millions le nombre de personnes qui travaillent directement ou indirectement pour les hommes d'affaires de Hong Kong⁽²⁰⁾. Cependant, la quantité de travail lié au textile qui peut être exécutée dans les pays où les salaires sont peu élevés est limitée par les contingents internationaux sur le textile. En vertu de l'Accord multifibres, chaque pays producteur est autorisé à exporter une quantité donnée de textiles aux pays consommateurs. Les produits qui sont fabriqués en grande quantité en Chine peuvent ne pas être admissibles comme étant fabriqués à Hong Kong en vertu des règles internationales régissant l'origine.

Les principales exportations canadiennes vers Hong Kong sont des métaux précieux (surtout de l'or sous forme brute), des machines électriques (dont des équipements de télécommunications), du papier et du carton, des matières plastiques et de l'aluminium (tableau 8). Le Canada importe de Hong Kong surtout des vêtements, des machines électriques (dont des radios et des téléviseurs), des machines et des appareils électriques (dont des ordinateurs), des textiles de différents matériaux et de

(20) "A Survey of Hong Kong", *The Economist*, 3 juin 1989, p. 8.

TABLEAU 7

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DE HONG KONG
(CLASSEMENT DE 1989 AVEC VALEUR EN MILLIONS DE DOLLARS US)

<u>Exportations</u>		<u>Importations</u>	
1. Chine	18 817 (25,7%)	1. Chine	25 213 (34,9%)
2. États-Unis	18 505 (25,3%)	2. Japon	11 950 (16,6%)
3. Japon	4 525 (6,2%)	3. Taiwan	6 614 (9,2%)
4. Allemagne	3 693 (5,0%)	4. États-Unis	5 933 (8,2%)
5. Royaume-Uni	3 020 (4,1%)	5. Corée du Sud	3 265 (4,5%)
9. Canada	1 501 (2,1%)	22. Canada	357 (0,5%)
Total - Exportations	73 114 (100%)	Total - Importations	72 149 (100%)

Source: FMI, *Direction of Trade Statistics, Yearbook 1990*.

TABLEAU 8

ÉCHANGES COMMERCIAUX DU CANADA AVEC HONG KONG EN 1990
(EN MILLIONS DE DOLLARS CAN)

<u>Principales exportations canadiennes</u>		<u>Principales importations canadiennes</u>	
1. Métaux précieux	264,3	1. Vêtements et accessoires du vêtement	435,0
2. Machines électriques	42,5	2. Machines électriques	166,6
3. Papiers et carton	37,8	3. Machine, chaudières, appareils et engins mécaniques	65,9
4. Matières plastiques et ouvrages en ces matières	37,5	4. Textiles	60,2
5. Aluminium et ouvrages en aluminium	23,8	5. Horlogerie	43,0
Total - Exportations	657,2	Total - Importations	1 058,8

Source: Statistique Canada, *Exportations par pays, Importations par pays*, janvier-décembre 1990.

l'horlogerie. L'importance accrue des exportations d'or et d'équipements de télécommunications vers Hong Kong et les importations accrues d'ordinateurs fabriqués dans cette colonie sont les principaux changements qui sont survenus dans les relations commerciales entre le Canada et Hong Kong au cours des dix dernières années.

Malgré ses succès économiques passés, Hong Kong a un avenir incertain. En 1997, les Anglais céderont le contrôle de la colonie à la Chine, qui en fera une "région administrative spéciale". Selon la Déclaration commune de la Grande-Bretagne et de la Chine, "Hong Kong jouira d'un haut degré d'autonomie, sauf pour ce qui est des affaires étrangères et des questions de défense, qui relèvent du gouvernement populaire central". De plus, le régime capitaliste et le style de vie de Hong Kong sont censés demeurer les mêmes pendant 50 ans.

Malgré cette déclaration, la force utilisée par le gouvernement chinois contre les manifestants sur la Place Tiananmen en 1989 a rendu les habitants de Hong Kong encore plus inquiets. D'autres signes les laissent également songeurs. Faisant allusion à la période qui suivra 1997, le dirigeant chinois Deng Xioping a déclaré, au cours d'une entrevue:

"Le parti de l'opposition (de Hong Kong) qui a organisé l'alliance en faveur de la démocratie (en Chine) doit être jeté hors des structures politiques. [...] S'il fait des vagues, le gouvernement de Hong Kong devra intervenir. En cas de révolte généralisée, le gouvernement central dépêchera des troupes"(21).

À mesure que 1997 se rapproche, bon nombre d'entrepreneurs de Hong Kong émigrent, avec leurs capitaux, dans d'autres pays. On estime que 62 000 habitants de Hong Kong émigrent chaque année, ce qui correspond à 1 p. 100 de l'ensemble de la population et à 10 p. 100 de la classe moyenne(22). Cela représente un avantage éventuel pour les pays d'accueil, notamment pour le Canada, qui est la destination la plus fréquemment choisie par les émigrants de Hong Kong. En 1989, le Canada a accueilli presque 20 000 immigrants de cette colonie (dont 4 136 entrepreneurs et 956 investisseurs), ce qui fait de cette dernière la

(21) *The Economist*, 16 février 1991, p. 31 (traduction).

(22) "Hong Kong - Asia Its Oyster", *The Economist*, 8 décembre 1990, p. 38.

principale source d'immigration au Canada⁽²³⁾. Ces chiffres augmenteront probablement dans les prochaines années, les contingents d'immigration du Canada devant passer de 200 000 en 1990 à 220 000 en 1991 et à 250 000 en 1992. Cette hausse de l'immigration favorisera probablement les échanges commerciaux et les investissements entre le Canada et Hong Kong et renforcera également les liens entre notre pays et les autres pays de la région du Pacifique.

Singapour

Établie en tant que poste de commerce par la Compagnie des Indes Orientales en 1819, l'Île de Singapour a d'abord été colonie de la couronne britannique, puis elle a obtenu son indépendance en 1959. En 1963, Singapour est entrée dans la Fédération de Malaisie mais s'en est retiré deux ans plus tard et est alors devenue une république indépendante. À l'instar de Hong Kong, l'Île de Singapour a connu ses premières heures de gloire comme port d'entreposage. Plus récemment, elle est devenue un centre de fabrication, de services financiers et de raffinage du pétrole. Un gouvernement autoritaire a garanti à Singapour une stabilité politique qui favorise la libre entreprise au moyen d'allègements fiscaux, d'une infrastructure bien développée et de règlements bien respectés.

Compte tenu de son petit marché interne (2,65 millions d'habitants) et de son manque de ressources naturelles, Singapour a adopté une stratégie économique à vocation exportatrice qui s'est avérée très fructueuse et a permis au pays d'atteindre des taux de croissance annuels moyens réels du PIB de 9,2 p. 100 de 1960 à 1970, de 9 p. 100 de 1970 à 1980 et de 6,6 p. 100 de 1980 à 1988⁽²⁴⁾. Comme nous l'avons souligné précédemment, les exportations ont représenté plus de 210 p. 100 du PIB du pays en 1988. Singapour exporte surtout des machines et des équipements de

(23) Statistiques fournies par Emploi et Immigration Canada.

(24) Roger et McClellan (1990), p. 5.

transport, des combustibles minéraux, des produits chimiques et divers produits manufacturés, et elle importe surtout des machines et des équipements de transport, des combustibles minéraux et des produits chimiques. Les principaux partenaires commerciaux de Singapour sont les États-Unis, le Japon et la Malaysia (tableau 9).

En 1990, Singapour a expédié pour une valeur de 551,8 millions de dollars canadiens de marchandises au Canada et acheté pour une valeur de 381,3 millions de dollars CAN de produits fabriqués au Canada. Comme l'indique le tableau 10, les principales exportations canadiennes vers Singapour comprennent les pierres gemmes et les métaux précieux (surtout l'or), les avions et les pièces d'avion, les machines et les engins mécaniques, les machines et les pièces électriques (dont les équipements de télécommunications), les papiers et le carton. Le Canada importe de Singapour des machines et des engins mécaniques (dont des ordinateurs), des machines et des pièces électriques, des vêtements, des produits chimiques organiques, de caoutchouc et des articles en caoutchouc.

Comme dans le cas de Hong Kong, une main-d'oeuvre chère et des hausses salariales incitent les entreprises de Singapour à confier les opérations à fort coefficient de main-d'oeuvre aux pays voisins où les coûts de fabrication sont moins élevés comme la Malaysia, Sumatra et les îles indonésiennes. C'est ainsi que le gouvernement indonésien a investi 570 millions de dollars US pour ouvrir la première phase d'un parc industriel de 150 000 acres sur l'île de Batam⁽²⁵⁾. Puisque la fabrication à fort coefficient de main-d'oeuvre se fait dans des endroits où les coûts sont moins élevés, la main-d'oeuvre instruite de Singapour peut concentrer ses efforts sur la recherche et le développement, la commercialisation, les finances et d'autres services.

Les services financiers, qui représentent presque 29 p. 100 du PIB, constituent un élément important de l'économie de Singapour. Avec Hong Kong, Singapour est le plus important centre financier "étranger" dans la région du Pacifique. Certaines des banques de Singapour figurent parmi les 500 premières banques du monde. On retrouve également à Singapour plus de 100 banques commerciales étrangères ainsi que bon nombre de sociétés

(25) "Hollywood East", *The Economist*, 23 février 1991, p. 33.

TABLEAU 9

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DE SINGAPOUR
(CLASSEMENT DE 1989 AVEC VALEUR EN MILLIONS DE DOLLARS US)

<u>Exportations</u>		<u>Importations</u>	
1. États-Unis	10 432 (23,3%)	1. Japon	10 612 (21,4%)
2. Malaysia	6 110 (13,6%)	2. États-Unis	8 522 (17,1%)
3. Japon	3 828 (8,6%)	3. Malaysia	6 518 (13,1%)
4. Hong Kong	2 823 (6,3%)	4. Arabie Saoudite	2 388 (4,8%)
5. Thaïlande	2 465 (5,5%)	5. Taiwan	2 243 (4,5%)
19. Canada	397 (0,9%)	24. Canada	265 (0,5%)
Total - Exportations	44 769 (100%)	Total - Importations	49 694 (100%)

Source: FMI, *Direction of Trade Statistics, Yearbook 1990*.

TABLEAU 10

ÉCHANGES COMMERCIAUX DU CANADA AVEC SINGAPOUR EN 1990
(EN MILLIONS DE DOLLARS CAN)

<u>Principales exportations canadiennes</u>		<u>Principales importations canadiennes</u>	
1. Pierres gemmes et métaux précieux et bijoux	82,3	1. Machines, chaudières, appareils et engins mécaniques	279,6
2. Aéronefs et pièces d'aéronefs	45,7	2. Machines électriques	146,6
3. Machines, chaudières, appareils et engins mécaniques	44,3	3. Vêtements et accessoires du vêtement	33,1
4. Machines électriques	37,6	4. Produits chimiques organiques	17,1
5. Papier et carton	28,5	5. Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	12,8
Total - Exportations	381,3	Total - Importations	551,8

Source: Statistique Canada, *Exportations par pays, Importations par pays*, janvier-décembre 1990.

financières, de banques d'affaires, de bureaux de représentation, de courtiers de change internationaux et de participants au marché monétaire asiatique.

Taiwan

Dans les années 50, Taiwan adopte une stratégie de remplacement des importations favorisant la production locale au moyen de barrières tarifaires de protection. Vers la fin de cette décennie, avec la saturation du marché intérieur pour les manufactures de ciment, d'engrais, de textiles et de papiers, l'économie connaît des problèmes de balance de paiements. En 1960, Taiwan propose un nouveau plan de développement dans lequel elle remplace le programme introverti de remplacement des importations par un programme fondé sur la promotion des exportations des petites manufactures à fort coefficient de main-d'oeuvre. Le nouveau plan favorise également une diminution des contrôles administratifs, une baisse des tarifs applicables aux importations de matériaux bruts et aux intrants pour l'industrie, l'établissement de zones de traitement des exportations et l'institution d'un seul système de taux de change ainsi que de plus forts incitatifs pour les investissements.

Dans les années 70, dans ses plans quadriennaux, le gouvernement met l'accent sur la production des industries à fort coefficient de capital afin de fournir des biens d'équipement ainsi que des produits intermédiaires, comme l'acier, les produits pétrochimiques et le matériel de transport aux industries exportatrices de l'île.

Le PNB réel connaît une croissance moyenne de 9 p. 100 de 1960 à 1970, de 9,1 p. 100 de 1971 à 1980 et de 7,9 p. 100 de 1980 à 1988⁽²⁶⁾. Les exportations réelles augmentent en moyenne de 22,1 p. 100 par an de 1971 à 1980 et de 16,4 p. 100 de 1981 à 1987⁽²⁷⁾.

(26) Roger et McClellan (1990), p. 5.

(27) Yung Chul Park, "The Little Dragons and Structural Change in Pacific Asia", *World Economy*, juin 1989, p. 126.

Depuis toujours, Taiwan exporte surtout des textiles et des vêtements et, même si c'était toujours le cas en 1988, l'importance relative de ces exportations est à la baisse. L'accent actuellement mis sur les usines de chaînes électriques et d'appareils électroniques, dont des calculatrices, des radios, des téléviseurs et des circuits intégrés, reflète les possibilités d'exportation envisagées. Ces produits témoignent également de l'avantage relatif dont jouit Taiwan en matière de biens à faibles coûts en capital et en énergie et de contenu à fort coefficient de main-d'oeuvre. Les compétences relativement spécialisées nécessaires à la production de ces biens équilibrent un déclin de la compétitivité de Taiwan dû à une hausse des salaires réels.

Une autre caractéristique importante du commerce de Taiwan, c'est sa très grande dépendance envers le marché américain pour ses exportations, malgré les efforts faits pour étendre celles-ci à d'autres destinations. (En 1989, les États-Unis ont absorbé plus de 36 p. 100 des exportations de Taiwan comparativement à 48 p. 100 en 1985.) Le déficit commercial des États-Unis avec Taiwan (14,3 milliards de dollars US en 1989, soit une baisse par rapport aux 19 milliards de dollars US en 1987) vient aux deuxième rang des déficits commerciaux, le premier étant occupé par le déficit commercial des États-Unis avec le Japon. En réponse aux pressions exercées par les États-Unis, le nouveau dollar taiwanais a été réévalué de 55 p. 100 de septembre 1985 à la fin de 1989 par rapport au dollar américain et des mesures ont été prises pour favoriser les investissements, réduire les barrières aux importations et favoriser l'achat de produits américains⁽²⁸⁾. Taiwan a également réduit son tarif nominal moyen de 26 p. 100 en 1986 à 9,7 p. 100 en 1989⁽²⁹⁾. En janvier 1989, les produits taiwanais se sont vu imposer les tarifs américains, les États-Unis ayant retiré Taiwan de la liste des pays dont les produits ont droit à un traitement de faveur sur le plan des tarifs en vertu du Système généralisé de préférences.

Le Canada se classe parmi les dix plus grands marchés pour les exportations de Taiwan et, en 1988, il était, en importance, la

(28) États-Unis, *Country Reports on Economic Policy and Trade Practices*, Sénat et Chambre des représentants des États-Unis, février 1990, p. 346.

(29) *Ibid.*

huitième source d'importations de l'île (tableau 11). En 1990, le Canada a importé pour environ 2,1 milliards de marchandises de Taiwan et exporté pour 789 millions de dollars de marchandises vers ce pays, ce qui lui a donné un déficit commercial bilatéral de 1,3 milliard de dollars. Comme l'indique le tableau 12, les principales exportations canadiennes vers Taiwan se sont composées de produits bruts ou intermédiaires, et les principales importations, de produits finis.

Corée du Sud

Même en 1961, soit huit ans après la fin de la Guerre de Corée, la Corée du Sud était extrêmement pauvre, avec un PNB par habitant d'environ 100 dollars US. Pourtant en 1989, le PNB par habitant atteignait environ 4 854 dollars US, et de 1961 à 1989, la croissance économique réelle s'est établie en moyenne autour de 8,8 p. 100 par an⁽³⁰⁾. L'ascension remarquable de la Corée du Sud d'un pays sous-développé des plus pauvres à un pays à revenus moyens possédant la dix-septième économie en importance au monde peut s'expliquer par plusieurs facteurs, le plus important étant le fait que dans les plans quinquennaux lancés en 1962, le pays a remplacé son approche introvertie de remplacement des importations par une approche favorisant les exportations. Au début, les exportations de la Corée du Sud se composaient surtout de produits manufacturés à fort coefficient de main-d'oeuvre, comme les textiles et les vêtements et accessoires du vêtement, ce qui témoignait de son considérable bassin de main-d'oeuvre bon marché. En 1980, même si les vêtements et les textiles représentaient encore 15,8 p. 100 de la production industrielle, la Corée du Sud décidait de mettre l'accent sur les produits chimiques, les métaux communs, les produits métalliques manufacturés, les machines non électriques et les machines électriques⁽³¹⁾.

(30) Economist Intelligence Unit, *South Korea Country Profile 1990-1991*, p. 10.

(31) *Ibid.*, p. 29.

TABLEAU 11

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DE TAIWAN
(CLASSEMENT DE 1988 AVEC VALEUR EN MILLIONS DE DOLLARS US)

<u>Exportations</u>		<u>Importations</u>	
1. États-Unis	23 431,0 (38,7%)	1. Japon	14 824,2 (29,9%)
2. Japon	8 762,1 (14,5%)	2. États-Uni	13 002,0 (26,2%)
3. Hong Kong	5 579,7 (9,2%)	3. Allemagne	2 132,1 (4,3%)
4. Allemagne	2 338,1 (3,9%)	4. Hong Kong	1 921,7 (3,9%)
5. Royaume-Uni	1 904,9 (3,1%)	5. Australie	1 336,2 (2,7%)
7. Canada	1 582,0 (2,6%)	8. Canada	953,3 (1,9%)
Total - Exportations	60 585,4 (100%)	Total - Importations	49 655,8 (100%)

Source: *The Europa World Yearbook*, 1990.

TABLEAU 12

ÉCHANGES COMMERCIAUX DU CANADA AVEC TAIWAN EN 1990
(EN MILLIONS DE DOLLARS CAN)

<u>Principales exportations canadiennes</u>		<u>Principales importations canadiennes</u>	
1.	Peaux (autres que les pelleteries et cuirs) 90,0	1.	Machines et appareils électriques 379,5
2.	Produits chimiques organiques 82,5	2.	Machines électriques et leurs parties 281,2
3.	Combustibles minéraux, huiles, produits 69,0	3.	Vêtements 204,0
4.	Papiers et carton 53,1	4.	Meubles, articles de literie 153,0
5.	Machines électriques 52,2	5.	Pièces de véhicules automobiles, bicyclettes et parties 128,6
Total - Exportations 788,9		Total - Importations 2 109,1	

Source: Statistique Canada, *Exportations par pays, Importations par pays*, janvier-décembre 1990.

Avec une production d'acier atteignant 21,9 millions de tonnes en 1989, la Corée du Sud a construit la huitième industrie de l'acier en importance hors des pays communistes⁽³²⁾. L'industrie automobile de la Corée du Sud a prospéré avec l'exportation de voitures Hyundai au Canada en 1985 et aux États-Unis en 1986. Un autre fabricant d'automobiles de la Corée, Daewoo, s'est associé à GM et, en 1987, a commencé à exporter des Pontiac aux États-Unis. D'autres associations se sont formées entre les fabricants d'automobiles de la Corée, du Japon et des États-Unis ou sont actuellement à l'étude.

La Corée du Sud est maintenant le deuxième constructeur de navires en importance au monde, ayant construit environ le quart des navires du monde entier en 1986, comparativement au Japon qui en a construit environ 44 p. 100⁽³³⁾. L'industrie électronique de la Corée progresse également à pas de géant et se classerait, semble-t-il, immédiatement derrière celle du Japon et des États-Unis pour ce qui est de la production de grands circuits intégrés. La production coréenne de biens de consommation a augmenté à un rythme particulièrement rapide dans les années 80; de 1983 à 1988, la production de calculatrices électroniques est passée de 2,9 millions à 4,2 millions, la production de magnétophones, de 10,5 millions à 19,9 millions, la production de téléviseurs couleur de 3,2 millions à 8,7 millions, la production de voitures de tourisme de 129 000 à 868 000 et celle de fours à micro-ondes de 961 000 à 10,3 millions⁽³⁴⁾. Toutefois, ces dernières années, la production de calculatrices électroniques, de magnétophones et d'appareils téléphoniques a légèrement diminué.

La Corée du Sud, comme les trois autres petits dragons de l'Asie, connaît des déficits commerciaux avec le Japon et des excédents commerciaux avec les États-Unis. En 1989, la Corée du Sud a exporté pour 20,6 milliards de dollars US de produits aux États-Unis et importé pour 15,9 milliards de dollars US de produits, ce qui lui donnait un excédent commercial bilatéral de 4,7 milliards de dollars US⁽³⁵⁾. Leurs déficits

(32) Ibid., p. 30.

(33) Ibid., p. 31.

(34) Ibid., p. 32.

(35) Economist Intelligence Unit, *Country Report No. 4 1990: South Korea*, annexe 2.

commerciaux constants avec la Corée du Sud ont amené les États-Unis à exercer des pressions sur ce pays pour qu'il ouvre ses marchés aux échanges commerciaux et aux investissements américains. Après que les États-Unis ont placé la Corée du Sud sur la liste des pays visés par l'article 301 renforcé de la loi commerciale des États-Unis, ce pays a convenu, en mai 1989, de mesures pour réduire ou éliminer les restrictions aux importations comme les dispositions de fermeture de frontières, les normes restrictives et les exigences relatives aux tests. Même si les limites quantitatives applicables aux importations ont été levées pour certains produits agricoles, elles demeurent applicables à d'autres produits agricoles comme les fruits, les légumes, les jus de fruits et la viande de bœuf⁽³⁶⁾.

Les déficits commerciaux de la Corée du Sud avec le Japon découlent de l'appétit pour les biens d'équipement japonais et pour les composantes utilisées par les entreprises de la Corée du Sud. Essentiellement, la Corée du Sud importe ses biens d'équipement, sa technologie et ses composantes du Japon et s'en sert pour fabriquer des produits destinés aux États-Unis, à la Communauté européenne et aux autres marchés d'exportation. Or, récemment, le Japon a commencé à importer un certain nombre de produits coréens, comme les calculatrices électroniques, les radios et les ventilateurs électriques. En 1988, la Corée a exporté au Japon pour 12 milliards de dollars US de marchandises et importé pour environ 16 milliards de dollars US de marchandises de ce pays, ce qui laisse un déficit commercial bilatéral de 4 milliards de dollars US (tableau 13).

En 1990, le Canada a exporté pour une valeur de 1 549,9 millions de dollars CAN de marchandises en Corée du Sud, ce qui représentait une légère baisse par rapport aux 1 651,2 millions de dollars CAN de marchandises exportées vers ce pays en 1989. En 1990, le Canada a surtout exporté vers la Corée des produits bruts et semi finis dont des combustibles minéraux (surtout le charbon), des minerais, des produits chimiques organiques, de la pâte de bois et de l'aluminium, et importé des articles manufacturés, comme des machines électriques, des vêtements et

(36) Représentante spéciale du Président des États-Unis pour les questions commerciales, *1990 National Trade Estimate Report on Foreign Trade Barriers*, Washington, p. 128.

TABLEAU 13

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DE LA CORÉE DU SUD
(CLASSEMENT DE 1988 AVEC VALEUR EN MILLIONS DE DOLLARS US)

<u>Exportations</u>		<u>Importations</u>	
1. États-Unis	21 404,1	1. Japon	15 975,8
2. Japon	12 004,1	2. États-Unis	12 756,7
3. Hong Kong	3 560,9	3. Allemagne	2 074,0
4. Allemagne	2 367,8	4. Australie	1 797,4
5. Royaume-Uni	1 950,9	5. Malaysia	1 331,4
6. Canada	1 692,3	6. Canada	1 196,8
Total - Exportations (y compris les autres pays)	60 696,4	Total - Importations (y compris les autres pays)	51 810,6

Source: FMI, *Direction of Trade Statistics, Yearbook 1990*.

TABLEAU 14

ÉCHANGES COMMERCIAUX DU CANADA AVEC LA CORÉE DU SUD EN 1990
(EN MILLIONS DE DOLLARS CAN)

<u>Exportations</u>		<u>Importations</u>	
1. Combustibles minéraux (surtout le charbon)	333,9	1. Machines électriques	443,8
2. Minerais	170,6	2. Vêtements et accessoires du vêtement	309,0
3. Produits chimiques organiques	140,6	3. Véhicules	269,8
4. Pâte de bois	133,4	4. Machines et appareils mécaniques	254,0
5. Aluminium	104,2	5. Chaussures	164,7
Total - Exportations	1 549,9	Total - Importations	2 251,6

Source: Statistique Canada, *Exportations par pays, Importations par pays*, janvier-décembre 1990.

accessoires du vêtement, des véhicules automobiles (voitures), des machines et engins mécaniques et des chaussures (tableau 14). Au cours des dix dernières années, le principal changement survenu dans les importations canadiennes de produits coréens a été l'ajout des importations d'automobiles. De 1969 à 1990, les exportations du Canada vers la Corée du Sud sont passées de 15 millions de dollars CAN à 1 550 millions, et les importations de ce pays, de 12 millions de dollars CAN à 2 252 millions⁽³⁷⁾.

Indonésie

Formée de quelque 13 700 îles s'étendant de la Péninsule de Malaisie jusqu'à la Nouvelle-Guinée, la république d'Indonésie est le plus grand archipel au monde. Les principales îles sont Java, Sumatra, Bornéo, les Célèbres, la partie occidentale de la Nouvelle-Guinée, les Molusques et Timor. Avec plus de 170 millions d'habitants, l'Indonésie est l'un des pays les plus peuplés au monde.

Lorsque le président Sukarno a été remplacé par le général Suharto, en 1967, des plans quinquennaux ont été élaborés et sont entrés en vigueur en 1969. Le cinquième de ces plans quinquennaux, baptisé Repelita V et entré en vigueur le 1^{er} avril 1989, vise à favoriser les possibilités d'emploi par une augmentation du PIB réel d'environ 5 p. 100 par an, basée sur la fabrication.

Malgré la croissance de l'industrie manufacturière, le secteur primaire, formé de l'agriculture, de la foresterie et des pêches, demeure le plus important; en 1988, il représentait 24,1 p. 100 de l'économie du pays, comparativement à 18,5 p. 100 pour le secteur manufacturier. Bien qu'une grande partie des récoltes soit destinée à nourrir la population du pays, l'Indonésie exporte beaucoup de thé, de sucre, de tabac, de copra, de caoutchouc, de palme et de pétrole. Comme

(37) Statistique Canada, *Exportations, Commerce de marchandises; Importations, Commerce de marchandises*, différents numéros.

la forêt tropicale pluviale couvre les deux tiers du pays, le bois d'oeuvre et les produits du bois sont largement exportés malgré l'interdit qui a frappé l'exportation des billots de bois en 1985.

Avec la baisse des prix du pétrole, l'exploitation de mines et de carrières a connu un ralentissement, représentant 20,7 p. 100 du PIB en 1983 et 11,6 p. 100 en 1988⁽³⁸⁾. Bien que le pétrole et le gaz naturel demeurent les plus importantes sources de revenus d'exportation, comptant pour 39 p. 100 du total des revenus d'exportation en 1989, ils ont diminué de 73 p. 100 par rapport aux revenus d'exportation de 1984⁽³⁹⁾. Outre qu'elle est le deuxième plus grand exportateur d'étain en importance au monde, l'Indonésie est un important producteur de nickel, de bauxite, de cuivre et d'or.

Cherchant une solution par pallier à la diminution de ses exportations de gaz et de pétrole depuis le début des années 80, le gouvernement a favorisé l'expansion du secteur manufacturier en créant des entreprises d'État et en favorisant l'investissement privé. Parmi les industries importantes, mentionnons les produits alimentaires et les boissons, les textiles, le montage d'automobiles, les produits électriques, les produits pétrochimiques, le ciment, les engrais et les machines. La transformation du caoutchouc, de l'huile de palme, du bois et de la bauxite est également importante. L'Indonésie possède une petite industrie de haute technologie qui produit des avions, des hélicoptères et de l'électronique.

Comme l'indique le tableau 15, le Japon, les États-Unis et Singapour ont tous trois beaucoup d'échanges commerciaux avec l'Indonésie -- environ les deux tiers des exportations et 43 p. 100 des importations en 1989. Fait important, le Japon et les États-Unis semblent être devenus des marchés moins importants pour les marchandises indonésiennes, tandis que les nouveaux pays en voie d'industrialisation que sont Hong Kong, la Corée du Sud et Taiwan ont pris plus d'importance à ce chapitre. Taiwan et la Corée du Sud sont également en voie de devenir des sources d'importations plus importantes.

(38) Economist Intelligence Unit, *Indonesia Country Profile 1991-92*, p. 20.

(39) *Ibid.*, p. 64.

TABLEAU 15

ÉCHANGES COMMERCIAUX DU CANADA AVEC L'INDONÉSIE EN 1990
(EN MILLIONS DE DOLLARS CAN)

<u>Principales exportations canadiennes</u>		<u>Principales importations canadiennes</u>	
1. Matières plastiques et ouvrages en ces matières	61,7	1. Vêtements et accessoires du vêtement	46,9
2. Céréales (blé)	43,5	2. Bois et ouvrages en bois	36,6
3. Soufre, amiante	38,4	3. Caoutchouc	26,3
4. Véhicules et matériels pour voies ferrées	25,5	4. Textiles (fibres naturelles et synthétiques)	16,0
5. Engrais	23,3	5. Minerais, scories et cendres	11,8
Total - Exportations	307,8	Total - Importations	202,2

Source: Statistique Canada, *Exportations par pays, Importations par pays*,
janvier-décembre 1990.

TABLEAU 16

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DE L'INDONÉSIE
(CLASSEMENT DE 1989 AVEC VALEUR EN MILLIONS DE DOLLARS US)

<u>Exportations</u>		<u>Importations</u>	
1. Japon	9 252	1. Japon	3 832
2. États-Unis	3 475	2. États-Unis	2 216
3. Singapour	1 809	3. Taiwan	1 040
4. Corée du Sud	907	4. Singapour	1 038
5. Pays-Bas	679	5. Australie	944
20. Canada	108	13. Canada	310
Total - Exportations	21 936	Total - Importations	16 467

Source: FMI, *Direction of Trade Statistics, Yearbook 1990*.

En 1990, les principaux produits canadiens exportés en Indonésie ont été les matières plastiques, les céréales (le blé), le soufre, l'amiante, les véhicules et le matériel ferroviaires et les engrais (tableau 16). Au nombre des principales importations canadiennes en provenance d'Indonésie, mentionnons les vêtements, le bois d'oeuvre et le bois, le caoutchouc, les textiles et les minerais. Le Canada a exporté en Indonésie pour une valeur de 307,8 millions de dollars CAN, ce qui ne représente qu'environ 0,2 p. 100 du total des exportations canadiennes, tandis que les importations en provenance d'Indonésie ont représenté 202,2 millions de dollars CAN, soit environ 0,1 p. 100 du total des importations du Canada.

Malaysia

Connue sous le nom de Malaya jusqu'à l'obtention de son indépendance de la Grande-Bretagne en 1957, la Malaysia est une monarchie constitutionnelle comprenant neuf États dans la péninsule de Malaisie et deux dans le Nord de Bornéo. Avec un PIB par habitant d'environ 2 162 dollars US en 1989, la Malaysia est définie, selon les critères de la Banque mondiale, comme un pays à revenus moyens supérieurs.

Bien que ce pays produise toute une gamme de matières premières dont le caoutchouc, l'huile de palme, le poivre, les bois durs tropicaux et l'étain, ces produits ont perdu une certaine importance pour l'économie au fur et à mesure que le secteur manufacturier a pris de l'envergure. Néanmoins, la Malaysia demeure le plus important producteur de caoutchouc au monde et un grand exportateur d'étain, de bois d'oeuvre et de pétrole.

Au début des années 70, la Malaysia a adopté une stratégie industrielle d'expansion des exportations. De 1965 à 1989, le secteur manufacturier est passé de 10 à 25,2 p. 100 du PIB, dépassant la contribution de 20,6 p. 100 de l'agriculture et devenant l'élément le plus important de l'économie. De 1980 à 1988, le PIB réel a augmenté à un taux annuel moyen de 5,1 p. 100, et la production manufacturière, de 8 p. 100 par année⁽⁴⁰⁾.

(40) Economist Intelligence Unit, *Malaysia Country Profile 1990-91*, p. 11.

Le rôle prépondérant du secteur manufacturier se reflète dans les échanges commerciaux de la Malaysia. Le pays exporte beaucoup de produits électroniques et se classe au troisième rang des producteurs de pièces d'électroniques en raison, en grande partie, des investissements directs faits par des sociétés américaines et japonaises. On note également une importante présence de l'étranger dans les secteurs du pétrole, des textiles, du montage des véhicules, de l'acier, du ciment, des produits de caoutchouc et des machines électriques.

À eux trois, Singapour, les États-Unis et le Japon représentent plus de la moitié des exportations de la Malaysia et presque les trois quarts des importations de ce pays (tableau 17). Les principaux produits que le Canada exporte en Malaysia sont les engrais, les céréales (le blé), les véhicules et les pièces ferroviaires, les papiers et le carton ainsi que les machines électriques. Les principales importations de la Malaysia comprennent diverses machines électriques et leurs pièces, du caoutchouc et des articles en caoutchouc, des vêtements, de l'huile de noix de coco et de palme, ainsi que des textiles (tableau 18).

Philippines

Lorsque les États-Unis ont cessé de régner sur les Philippines en 1946, ce pays est devenu une république indépendante possédant des relations étroites en matière de défense et des arrangements préférentiels en matière de commerce avec les États-Unis. La stratégie de développement utilisée par les Philippines depuis les années 50 consiste à remplacer les importations afin de construire des industries en les protégeant derrière des barrières tarifaires élevées. Malheureusement, cette stratégie se traduit également par des techniques de production inefficaces puisque les industries ne sont pas exposées à la concurrence internationale. Contrairement à des pays comme Taiwan et la Corée du Sud, les Philippines n'ont pas protégé les industries locales pour les développer et leur permettre de pénétrer les marchés d'exportation.

Dans les années 70, les Philippines ont commencé à exporter des produits manufacturés comme des pièces électriques, des vêtements, des

TABLEAU 17

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DE LA MALAYSIA
(CLASSEMENT DE 1989 AVEC VALEUR EN MILLIONS DE DOLLARS US)

<u>Exportations</u>		<u>Importations</u>	
1. Singapour	4 948 (19,8%)	1. Japon	5 438 (32,9%)
2. États-Unis	4 684 (18,7%)	2. États-Unis	3 803 (23,0%)
3. Japon	4 016 (16,0%)	3. Singapour	3 059 (18,5%)
4. Corée du Sud	1 254 (5,0%)	4. Royaume-Uni	1 215 (7,4%)
5. Royaume-Uni	943 (3,8%)	5. Taïwan	1 126 (6,8%)
21. Canada	188 (0,8%)	19. Canada	217 (1,3%)
Total - Exportations	25 049 (100%)	Total - Importations	16 513 (100%)

Source: FMI, *Direction of Trade Statistics, Yearbook 1990*.

TABLEAU 18

ÉCHANGES COMMERCIAUX DU CANADA AVEC LA MALAYSIA EN 1990
(EN MILLIONS DE DOLLARS CAN)

<u>Principales exportations canadiennes</u>		<u>Principales importations canadiennes</u>	
1. Engrais	64,4	1. Machines électriques et pièces	184,8
2. Céréales	22,1	2. Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	57,0
3. Matériel pour voies ferrées et pièces	21,8	3. Vêtements et accessoires du vêtement	54,8
4. Papier et carton	16,5	4. Huile de noix de coco et de palme	11,7
5. Machines électriques et pièces	15,7	5. Textiles	11,5
Total - Exportations	248,3	Total - Importations	380,2

Source: Statistique Canada, *Exportations par pays, Importations par pays*, janvier-décembre 1990.

chaussures et des aliments transformés. Toutefois, le régime philippin croulait sous la corruption et le népotisme car on avait confié à des partisans du Président Ferdinand Marcos le contrôle de différentes entreprises. On croit que d'importantes sommes d'argent qui auraient pu être investies aux Philippines ont été déposées dans d'autres pays. Par suite d'actes de corruption et d'une politique économique mal dirigée, les Philippines, qui avaient été dans les années 50 l'un des pays les plus riches de la région après le Japon, devenaient en 1989 l'un des pays les plus pauvres, avec un PNB par habitant d'environ 738 dollars US en 1989. En 1986, l'élection de Corazon Aquino, après 21 ans de présidence de Ferdinand Marcos, faisait naître l'espoir que la réforme politique entraînerait une réforme économique.

Le gouvernement Aquino insiste sur le développement du secteur de l'agriculture en détruisant les monopoles du sucre et de la noix de coco et en favorisant les projets à fort coefficient de main-d'oeuvre et les petits projets. Encourager les investissements étrangers et libéraliser le commerce sont deux objectifs qui comptent également beaucoup.

Aux termes d'une entente de prêt conclue avec la Banque mondiale en 1986, le gouvernement Aquino a convenu de mettre en oeuvre des mesures de libéralisation des importations qui ont diminué les tarifs philippins jusqu'à 50 p. 100. Même si ce maximum devait être réduit encore à 30 p. 100, le plan a été mis en veilleuse par suite de plaintes de l'industrie locale. En outre une taxe supplémentaire de 5 p. 100 sur les importations demeure en vigueur d'ici à ce que le déficit gouvernemental ait diminué⁽⁴¹⁾.

Les exportations de matières premières, comme le cuivre, le nickel, le sucre et les produits de noix de coco, demeurent importantes, mais les vêtements, les produits électriques et les produits électroniques ont représenté presque 43 p. 100 du total des exportations en 1989. Plus de 58 p. 100 des exportations des Philippines ont été acheminées soit vers les marchés américains, soit vers les marchés japonais. Pour ce qui est des importations, les sources sont plus variées, mais les produits japonais

(41) Economist Intelligence Unit, *Philippines Country Profile 1990-91*, p. 41.

et américains ont représenté presque 39 p. 100 des importations des Philippines (tableau 19).

Les exportations canadiennes à destination des Philippines se sont surtout composées de matériaux bruts et semi-finis, comme les céréales (le blé) et les minerais. Les vêtements ainsi que les équipements électriques et électroniques, produits importés par le Canada, constituent les deux principaux produits exportés par les Philippines dans tous les pays (tableau 20).

Thaïlande

Le royaume de la Thaïlande a l'une des économies les plus prospères des 20 dernières années, avec un PNB qui a augmenté en moyenne de 7,2 p. 100 par année de 1971 à 1980 et de 4,7 p. 100 par année de 1981 à 1987⁽⁴²⁾. Au cours des dernières années, la croissance économique a grimpé dans les deux chiffres, atteignant presque 13 p. 100 par année, ce qui en a fait l'économie à l'expansion la plus rapide au monde. Donc, malgré une forte croissance démographique qui a fait passer la population d'environ 34 millions d'habitants en 1970 à environ 55 millions en 1989, la production économique réelle par habitant a considérablement augmenté. Au cours des 25 dernières années, l'économie de la Thaïlande, qui reposait essentiellement sur l'agriculture, ainsi que sur l'exportation de produits comme le riz, le caoutchouc, l'étain et le teck, s'est diversifiée et compte maintenant d'importants secteurs des services et des produits manufacturés. Bien que le secteur agricole ait continué de croître et demeure en expansion, le développement plus rapide de la fabrication et des services a augmenté l'importance relative de ces secteurs dans l'économie.

Depuis toujours, le secteur manufacturier de la Thaïlande compte un important élément de transformation de produits de base. La transformation des aliments, les boissons, le tabac, les produits du bois, le papier, le raffinage du pétrole, le caoutchouc et les minéraux non métalliques demeurent aujourd'hui d'importantes activités de fabrication.

(42) Park (1989), p. 126.

TABLEAU 19

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DES PHILIPPINES
(CLASSEMENT DE 1989 AVEC VALEUR EN MILLIONS DE DOLLARS US)

<u>Exportations</u>		<u>Importations</u>	
1. États-Unis	2 934,6 (37,8%)	1. Japon	2 174,0 (19,5%)
2. Japon	1 581,4 (20,4%)	2. États-Unis	2 133,1 (19,1%)
3. Allemagne	333,3 (4,3%)	3. Taiwan	730,3 (6,5%)
4. Pays-Bas	326,7 (4,2%)	4. Singapour	519,6 (4,7%)
5. Royaume-Uni	325,7 (4,2%)	5. Hong Kong	500,3 (4,5%)
12. Canada	126,8 (1,6%)	18. Canada	178,3 (1,6%)
Total - Exportations	7 753,9 (100%)	Total - Importations	11 165,3 (100%)

Source: FMI, *Direction of Trade Statistics, Yearbook 1990*.

TABLEAU 20

ÉCHANGES COMMERCIAUX DU CANADA AVEC LES PHILIPPINES EN 1990
(EN MILLIONS DE DOLLARS CAN)

<u>Principales exportations canadiennes</u>		<u>Principales importations canadiennes</u>	
1. Céréales	66,4	1. Vêtements et accessoires du vêtement	54,3
2. Minerais	42,3	2. Machines électriques et pièces	49,1
3. Engrais	14,0	3. Poissons et crustacés et mollusques et autres invertébrés aquatiques	14,8
4. Matières plastiques et ouvrages en ces matières	11,5	4. Horlogerie	12,8
5. Papiers et carton	10,1	5. Articles en cuir	12,0
Total - Exportations	204,1	Total - Importations	201,8

Source: Statistique Canada, *Exportations par pays, Importations par pays*.

Cependant, d'autres types de fabrication comme les textiles, les vêtements, les produits chimiques, les machines et autres appareils électriques, prennent de plus en plus d'importance. La dévaluation de la monnaie thaïlandaise en 1984 et l'appréciation des monnaies des pays nouvellement industrialisés (PNI), combinées aux coûts actuels peu élevés de la main-d'oeuvre thaïlandaise, ont encouragé les investisseurs étrangers du Japon et de Taiwan à investir. Des industries à fort coefficient de main-d'oeuvre comme les secteurs de l'électronique et de la fabrication de chaussures et de jouets, s'avèrent les principales cible de ces investissements.

Les tarifs, qui représentent 22 p. 100 des recettes du gouvernement thaïlandais, sont un élément important de la politique fiscale de la Thaïlande. Dans l'ensemble, les tarifs pondérés par les échanges sont évalués à environ 23 p. 100, tandis que ceux qui sont imposés sur la plupart des produits alimentaires sont d'environ 60 p. 100; des droits pondérés par les échanges d'environ 40 p. 100 sont imposés sur les produits de consommation, tandis que ceux qui sont imposés sur les biens d'équipement sont d'environ 25 p. 100. Les tarifs imposés sur les autres produits sont évalués à 16,5 p. 100⁽⁴³⁾. Le GATT lui ayant reproché ses niveaux tarifaires élevés, la Thaïlande a offert de réduire les droits imposés sur quelque 2 000 articles.

Les trois plus importants marchés d'exportation de la Thaïlande sont les États-Unis, le Japon et Singapour, qui ensemble comptent pour presque 44 p. 100 de l'ensemble des exportations (tableau 21). De même, ces trois pays sont les principales sources des importations de la Thaïlande.

Le Canada exporte en Thaïlande des produits manufacturés comme des aéronefs et des pièces d'aéronefs, des machines et des engins mécaniques ainsi que des produits finis, tandis qu'il importe des vêtements, des fruits de mer, des véhicules de transport, des machines électriques ainsi que des machines et des engins mécaniques (tableau 22).

(43) Représentant des États-Unis pour le commerce, 1990 *National Trade Estimate Report on Foreign Trade Barriers*, Washington, p. 191.

Nouvelle-Zélande

Bien que l'agriculture, la foresterie et la pêche réunies constituent moins de 7 p. 100 de la production économique de la Nouvelle-Zélande, il reste néanmoins que la thèse selon laquelle l'économie du pays serait fortement axée sur la production agricole peut certainement se défendre. Plus des deux tiers des marchandises exportées sont des produits primaires; ceux-ci représentent donc une importante source de devises étrangères. Les produits primaires constituent d'ailleurs un élément essentiel de l'industrie de fabrication et de transformation de la Nouvelle-Zélande.

Les principales marchandises exportées sont les viandes (particulièrement l'agneau) qui représentaient 16 p. 100 de toutes les exportations de l'exercice 1989 (se terminant le 30 juin). Les principaux acheteurs d'agneau de la Nouvelle-Zélande sont la Grande-Bretagne et l'Iran, et la viande de mouton est vendue surtout en Grande-Bretagne, au Japon et en URSS; le Canada et le Japon sont de grands consommateurs de boeuf de la Nouvelle-Zélande. La laine représente 12 p. 100 de toutes les exportations de l'exercice 1989⁽⁴⁴⁾.

La Nouvelle-Zélande exporte 80 p. 100 de sa production laitière sous une forme ou une autre, et le lait et ses produits représentaient 13 p. 100 de toutes les exportations de l'exercice 1989⁽⁴⁵⁾.

Des accords bilatéraux ont été conclus afin d'assurer l'accès du beurre de Nouvelle-Zélande au marché britannique, quoiqu'à un niveau réduit après l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne.

Les légumes et les fruits, particulièrement les kiwis, les pommes et les poires, représentent aussi une part considérable des produits agricoles exportés (6 p. 100 de toutes les exportations). Les produits forestiers, notamment le bois de sciage, les grumes et la pâte de bois, constituent 8 p. 100 des exportations. Les lingots d'aluminium et

(44) Economist Intelligence Unit, *New Zealand Country Profile, 1990-91*, p. 14.

(45) *Ibid.*, p. 13.

TABLEAU 21

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DE LA THAÏLANDE
(CLASSEMENT DE 1988 AVEC VALEUR EN MILLIONS DE DOLLARS US)

<u>Exportations</u>		<u>Importations</u>	
1. États-Unis	3 200,4 (20,1%)	1. Japon	5 493,3 (27,3%)
2. Japon	2 544,5 (15,9%)	2. États-Unis	2 752,5 (13,7%)
3. Singapour	1 224,1 (7,7%)	3. Singapour	1 510,5 (7,5%)
4. Pays-Bas	870,4 (5,5%)	4. Allemagne	1 090,0 (5,4%)
5. Allemagne	737,0 (4,6%)	5. Taiwan	843,3 (4,2%)
15. Canada	284,7 (1,8%)	14. Canada	267,0 (1,3%)
Total - Exportations	15 955,8 (100%)	Total - Importations	20 139,8 (100%)

Source: FMI, *Direction of Trade Statistics, Yearbook 1990*.

TABLEAU 22

ÉCHANGES COMMERCIAUX DU CANADA AVEC LA THAÏLANDE EN 1990
(EN MILLIONS DE DOLLARS CAN)

<u>Principales exportations canadiennes</u>		<u>Principales importations canadiennes</u>	
1. Aéronefs et pièces d'aéronefs	153,5	1. Vêtements et accessoires du vêtement	58,0
2. Machines et engins mécaniques	58,7	2. Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	44,9
3. Soufre, ciment, amiante et autres substances	47,2	3. Automobiles, bicyclettes, autres véhicules terrestres et pièces	39,0
4. Papiers et carton	32,5	4. Machines électriques	29,2
5. Pâte de bois	28,6	5. Machines et engins mécaniques	28,2
Total - Exportations	492,1	Total - Importations	406,0

Source: Statistiques Canada, *Exportations par pays, Importations par pays*, janvier-décembre 1990.

certaines machines et appareils mécaniques figurent également parmi les exportations.

En Nouvelle-Zélande, les tarifs douaniers, qui étaient parmi les plus élevés des pays membres de l'OCDE, ont permis d'encourager la mise sur pied d'une industrie de fabrication nationale permettant le remplacement des importations. Depuis décembre 1985, la Nouvelle-Zélande a considérablement réduit le niveau de ses tarifs, mais les droits de douane sur les marchandises qui font concurrence aux articles produits par le pays restent relativement élevés. Font exception les produits australiens en raison d'un accord intitulé le *Closer Economic Relations Trade Agreement*, intervenu entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande. L'Accord prévoit le libre-échange de produits entre ces pays à partir du 1^{er} juillet 1990. La plupart des services sont échangés librement depuis le 1^{er} janvier 1989.

Cet accord de rapports de commercialisation privilégiés se reflète dans les importantes relations commerciales qu'entretient la Nouvelle-Zélande avec l'Australie. Le deuxième et le troisième partenaire commercial de la Nouvelle-Zélande sont le Japon et les États-Unis, mais la Grande-Bretagne se réserve une place de taille par ses achats de beurre et d'agneau (tableau 23).

Le Canada importe de la Nouvelle-Zélande principalement de la viande (boeuf, mouton, agneau) et des fruits. Il exporte notamment vers ce pays des engrais, du soufre et du bois (tableau 24).

Australie

L'agriculture a toujours joué un grand rôle dans l'économie de l'Australie. Au début des années 50, environ un quart de la production économique et plus de 80 p. 100 des marchandises exportées étaient d'origine agricole. Au cours des dernières années, cette proportion a diminué, et l'agriculture représente maintenant moins de 4 p. 100 de la production économique. Néanmoins, l'agriculture continue d'occuper une large place sur le plan commercial puisqu'elle représente un peu plus de

TABLEAU 23

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE
(CLASSEMENT DE 1989 AVEC VALEUR EN MILLIONS DE DOLLARS US)

<u>Exportations</u>		<u>Importations</u>	
1. Australie	1 674,8 (18,9%)	1. Australie	1 829,9 (20,8%)
2. Japon	1 538,1 (17,4%)	2. Japon	1 620,2 (18,4%)
3. États-Unis	1 170,0 (13,2%)	3. États-Unis	1 430,3 (16,2%)
4. Royaume-Uni	653,2 (7,4%)	4. Royaume-Uni	777,5 (8,8%)
5. Corée du Sud	295,4 (3,3%)	5. Allemagne	369,8 (4,2%)
11. Canada	149,5 (1,7%)	9. Canada	173,4 (2,0%)
Total - Exportations	8 849,0 (100%)	Total - Importations	8 810,3 (100%)

Source: FMI, *Direction of Trade Statistics, Yearbook 1990*.

TABLEAU 24

ÉCHANGES COMMERCIAUX DU CANADA AVEC LA NOUVELLE-ZÉLANDE EN 1990
(EN MILLIONS DE DOLLARS CAN)

<u>Principales exportations canadiennes</u>		<u>Principales importations canadiennes</u>	
1. Engrais	18,0	1. Viandes	109,3
2. Soufre et autres matières	17,5	2. Fruits	22,5
3. Bois et ouvrages en bois	15,2	3. Animaux vivants	7,9
4. Matières plastiques et ouvrages en ces matières	13,2	4. Fonte, fer et acier	7,8
5. Papiers et carton	13,0	5. Peaux (autres que les pelleteries et cuirs	6,8
Total - Exportations	153,6	Total - Importations	213,7

Source: Statistique Canada, *Exportations par pays, Importations par pays*, janvier-décembre 1990.

37 p. 100 des exportations totales, la laine, les viandes et le blé en constituant la plus grande part⁽⁴⁶⁾.

La baisse relative de la production agricole a eu sa contrepartie dans l'élargissement du secteur des services et la croissance de l'industrie minière. Grâce à la découverte de vastes gisements de minerais, l'Australie est dorénavant le principal exportateur de bauxite, d'alumine, de houille à coke et de houille maigre, le plus grand producteur de plomb et de sables minéraux comme le rutilé, le zircon et le monazite, le deuxième producteur de zinc, et le quatrième producteur d'or au monde. Parmi les autres découvertes importantes, soulignons le minerai de fer, le pétrole et le gaz naturel⁽⁴⁷⁾.

L'importance relative du secteur de la fabrication de l'Australie a connu une baisse, tombant de presque 60 p. 100 du PIB à la fin des années 60, à seulement 18 p. 100 au cours de l'exercice 1986-1987⁽⁴⁸⁾. Quoiqu'il en soit, ce secteur a été jugé très inefficace, puisqu'il s'est développé grâce à des tarifs douaniers très élevés à l'intention d'un marché national trop petit pour permettre des économies d'échelle raisonnables. En 1988, l'Australie a annoncé des réductions unilatérales de ses tarifs. Ceux qui sont supérieurs à 15 p. 100 seront ramenés à ce niveau le 1^{er} juillet 1992 par un processus en cinq étapes, tandis que les tarifs fixés entre 10 et 15 p. 100 seront établis à 10 p. 100 à partir de cette même date. Des exceptions ont été prévues pour les tarifs imposés sur les automobiles, les textiles, les vêtements et les chaussures; ces tarifs resteront supérieurs au niveau de 15 p. 100. Bien que le contingent tarifaire sur les automobiles ait été supprimé, il a été remplacé par un taux uniforme de 42,5 p. 100 qui sera réduit par étapes annuelles afin d'atteindre 35 p. 100 le 1^{er} janvier 1992⁽⁴⁹⁾.

(46) Economist Intelligence Unit, *Australia: Country Profile 1990-91*, p. 14.

(47) *The Economist*, "A Survey of Australia", le 6 mai 1989.

(48) Economist Intelligence Unit, *Australia: Country Profile 1990-91*, p. 21.

(49) Représentante spéciale du Président des États-Unis pour les questions commerciales, p. 9-10.

L'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne et la progression des économies asiatiques ont entraîné la diminution des relations commerciales de l'Australie avec l'Europe et l'intensification de ses rapports avec les pays de la région du Pacifique. Les relations commerciales avec les États-Unis restent fortes elles aussi; ce pays est la principale source de marchandises importées en Australie et est le deuxième client, par ordre d'importance, des exportations australiennes (tableau 25). L'inverse est vrai dans les pays nouvellement industrialisés qui, habituellement, dépendent davantage du marché américain pour vendre leurs produits exportés et importent principalement du Japon. L'Australie continue d'entretenir des rapports commerciaux très étroits avec la Nouvelle-Zélande par l'intermédiaire du *Closer Economic Relations Trade Agreement*, qui prévoit le libre-échange de biens et de la plupart des services entre ces deux pays.

Comme le montre le tableau 26, les produits canadiens exportés en Australie comprennent des produits manufacturés finis comme des machines et des appareils mécaniques. Ne figurent pas dans ce tableau des produits manufacturés de plus faibles valeur comme les aéronefs et les pièces d'aéronefs (56,9 millions de dollars CAN), les véhicules et leurs pièces (50,8 millions de dollars CAN) et les machines électriques (33,2 millions de dollars CAN). Par contre, le Canada importe d'Australie presque uniquement des denrées alimentaires et des matières semi-transformées, comme le montre le tableau 27, exception faite de certaines machines et engins mécaniques (19,1 millions de dollars CAN).

République populaire de Chine

Depuis la prise du pouvoir par les communistes en 1949, la Chine a fait certains progrès en matière de développement, mais elle reste un pays pauvre où le PIB était de 340 \$ par personne en 1988. En 1991, la Chine entreprenait son huitième plan quinquennal, axé principalement sur l'agriculture, le transport et les communications. Depuis le lancement de son quatrième plan quinquennal en 1971, elle s'est tournée vers l'extérieur afin d'obtenir les techniques et les fonds nécessaires à la modernisation de son économie. La modernisation a été accélérée par la "réhabilitation"

TABLEAU 25

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DE L'AUSTRALIE
(CLASSEMENT DE 1989 AVEC VALEUR EN MILLIONS DE DOLLARS US)

<u>Exportations</u>		<u>Importations</u>	
1. Japon	9 761 (26,4%)	1. États-Unis	9 261 (22,6%)
2. États-Unis	3 953 (10,7%)	2. Japon	8 320 (20,3%)
3. Corée du Sud	1 893 (5,1%)	3. Royaume-Uni	2 785 (6,8%)
4. Nouvelle-Zélande	1 890 (5,1%)	4. Allemagne	2 587 (6,3%)
5. Singapour	1 355 (3,7%)	5. Nouvelle-Zélande	1 662 (4,1%)
17. Canada	487 (1,3%)	11. Canada	980 (2,4%)
Total - Exportations	37 037 (100%)	Total - Importations	40 941 (100%)

Source: FMI, *Direction of Trade Statistics, Yearbook 1990*.

TABLEAU 26

ÉCHANGES COMMERCIAUX DU CANADA AVEC L'AUSTRALIE EN 1990
(EN MILLIONS DE DOLLARS CAN)

<u>Principales exportations canadiennes</u>		<u>Principales importations canadiennes</u>	
1. Machines, appareils et engins mécaniques	95,7	1. Produits chimiques inorganiques	226,5
2. Papiers et carton	74,7	2. Sucres et sucrieries	178,6
3. Bois et ouvrages en bois	74,6	3. Viandes	107,2
4. Engrais	58,2	4. Minerais, scories et cendres	53,2
5. Produits chimiques inorganiques	58,0	5. Boissons	22,2
Total - Exportations	846,6	Total - Importations	766,5

Source: Statistique Canada, *Exportations par pays, Importations par pays*, janvier-décembre 1990.

de Deng Xiaoping et son retour en 1977 aux postes de premier vice-premier ministre et de chef de l'état-major général.

La politique d'ouverture économique de la Chine a ouvert la porte aux investissements étrangers et, en 1986, ce pays comptait 2 625 entreprises communes par actions liées à des compagnies étrangères, 4 075 associations contractuelles d'entreprises et 130 filiales étrangères en propriété exclusive⁽⁵⁰⁾. Quatre zones économiques spéciales ont été créées afin d'attirer des capitaux étrangers, et l'île d'Hainan et 14 villes côtières sont ouvertes aux importations d'ordre technologique. En 1988, la constitution a été modifiée afin de rendre légale l'entreprise privée, et les banques étrangères sont maintenant autorisées à exploiter des succursales.

Un tiers environ du revenu national de la Chine provient de l'agriculture et un peu moins de la moitié vient de l'industrie. Entre 1950 et 1979, la production industrielle brute a augmenté en moyenne de 13,3 p. 100 par année⁽⁵¹⁾. Pendant les sept années avant 1988, la production industrielle a augmenté en moyenne de 15,1 p. 100 par année⁽⁵²⁾. Au début, la planification centrale mettait l'accent sur l'industrie lourde, par exemple le fer et l'acier, au détriment de l'industrie plus légère. Au milieu des années 80, la planification tenait davantage compte du manque de produits de consommation créé par les politiques industrielles précédentes. L'industrie légère, notamment la production de téléviseurs, de radios, de réfrigérateurs, de bicyclettes, de machines à coudre, de montres-bracelets, de tissu de coton et de machines à laver, représente maintenant à peu près la moitié de la production industrielle.

La Chine est l'un des principaux producteurs d'acier au monde; malheureusement, cette industrie est peu évoluée et très inefficace. On dit que la qualité de l'acier produite est très inégale, de sorte que la Chine est obligée d'importer ce métal du Japon. Néanmoins,

(50) Robert H. Taylor (éd.), *Asia and the Pacific*, vol. 1, 1991, p. 77.

(51) Ibid., p. 78.

(52) Economist Intelligence Unit, *China Country Profile 1990-91*, p. 79.

TABLEAU 27

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DE LA CHINE
(CLASSEMENT EN 1989 AVEC VALEUR EN MILLIONS DE DOLLARS US)

<u>Exportations</u>		<u>Importations</u>	
1. Hong Kong	22 003 (42,5%)	1. Hong Kong	13 809 (23,7%)
2. Japon	8 180 (15,8%)	2. Japon	10 105 (17,3%)
3. États-Unis	3 988 (7,7%)	3. États-Unis	6 918 (11,9%)
4. URSS	1 699 (3,3%)	4. Allemagne	3 265 (5,6%)
5. Singapour	1 642 (3,2%)	5. URSS	1 945 (3,3%)
14. Canada	376 (0,7%)	11. Canada	941 (1,6%)
Total - Exportations	51 751 (100%)	Total - Importations	58 316 (100%)

Source: FMI, *Direction of Trade Statistics, Yearbook 1990*.

TABLEAU 28

ÉCHANGES COMMERCIAUX DU CANADA AVEC LA CHINE EN 1990
(EN MILLIONS DE DOLLARS CAN)

<u>Principales exportations canadiennes</u>		<u>Principales importations canadiennes</u>	
1. Céréales	831,6	1. Vêtements et accessoires du vêtement	272,5
2. Engrais	153,0	2. Jouets, jeux, articles pour divertissement/ sport	168,3
3. Machines, chaudières, appareils et engins mécaniques	146,8	3. Ouvrages en cuir	141,7
4. Pâte de bois	137,9	4. Machines électriques	138,5
5. Machines électriques	94,1	5. Chaussures	77,7
Total - Exportations	1 647,3	Total - Importations	1,391.5

Source: Statistique Canada, *Exportations par pays, Importations par pays*, janvier-décembre 1990.

elle a réussi en 1989 à exporter du fer et de l'acier pour une valeur de un milliard de dollars US. Elle possède la plus importante industrie de textile de coton au monde; les textiles, les vêtements et le fil constituaient ses principales exportations en 1989, les ventes se chiffrant à sept milliards de dollars US⁽⁵³⁾. En 1985, la Chine, produisant 2,5 millions de barils de pétrole par jour, était le sixième producteur de pétrole au monde, et ses réserves étaient estimées à 18,5 milliards de barils⁽⁵⁴⁾; en 1989, les exportations de pétrole et de produits dérivés se chiffraient à 3,6 milliards de dollars US. Parmi les autres importantes marchandises d'exportation en 1989, citons les machines et l'équipement de transport (2,8 milliards de dollars US), les légumes, les fruits et les graines oléagineuses (2,3 milliards de dollars US), les fibres textiles et les chutes (1,7 milliards de dollars US)⁽⁵⁵⁾.

En raison de la poussée de la Chine vers la modernisation, il est devenu nécessaire d'importer du fer, de l'acier, des machines industrielles et électriques et des produits électroniques. En 1988 et en 1989, quand le déficit commercial de la Chine s'est accentué, celle-ci a réduit ses importations afin de rétablir sa balance commerciale. Toutefois, il semble que cette réduction nuira à la croissance de l'industrie de fabrication et, par conséquent, diminuera les exportations futures. La Chine doit également importer des céréales puisque la production nationale est inférieure au niveau de consommation.

Comme le montre le tableau 27, la Chine a pour principal partenaire commercial Hong Kong, qui sert de lieu de transit à ses échanges commerciaux avec des pays comme Taiwan avec lesquels elle n'entretient pas de relations commerciales officielles. (Hong Kong sert également d'intermédiaire au mouvement de capitaux de Taiwan vers la Chine.) Il se peut que Hong Kong cesse graduellement de jouer le rôle d'intermédiaire pour la Chine au fur et à mesure que celle-ci établira des liens directs

avec les autres pays. La normalisation des rapports avec l'URSS a entraîné l'intensification des échanges commerciaux avec ce pays, qui occupe

(53) Economist Intelligence Unit, 1990-91, p. 3.

(54) Taylor (1991), p. 79.

(55) Economist Intelligence Unit, 1990-91, p. 3.

maintenant la quatrième place pour les exportations de la Chine et la cinquième pour les importations.

La moitié environ des produits que le Canada a exportés vers la Chine en 1990 était des céréales (tableau 28). Il a aussi exporté des engrais, des machines et des appareils mécaniques, de la pâte de bois et des machines électriques. Il a importé de la Chine principalement des vêtements, des jouets et des jeux, des machines électriques et des chaussures.

LA POLITIQUE COMMERCIALE DU CANADA À L'ÉGARD DE LA RÉGION DU PACIFIQUE

En 1972, l'honorable Mitchell Sharp, Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a présenté trois options pour la politique du Canada à l'égard des États-Unis. La première prévoyait le maintien de la relation existante, la deuxième, le rapprochement avec son voisin du Sud et la troisième, une politique à long terme en vertu de laquelle le pays renforçait son économie et réduisait sa vulnérabilité par rapport à la puissance américaine.

Il n'est sans doute pas surprenant que le premier ministre de l'époque, Pierre Trudeau, ait choisi la troisième option; on craignait alors la domination culturelle et économique des États-Unis. L'adoption de cette option s'est traduite dans la pratique par un renforcement des relations commerciales que le Canada entretenait avec l'Europe plutôt que la création de liens avec les pays de la région du Pacifique. Ceci s'explique en partie sans doute par le fait que le Canada avait alors des échanges commerciaux beaucoup plus importants avec la Communauté européenne qu'avec les pays riverains du Pacifique. Le renforcement des relations a mené à la conclusion, en 1976, d'un accord cadre avec la Communauté européenne, doublé de mécanismes de consultation avec le Royaume-Uni et la France. La valeur des marchandises canadiennes exportées vers l'Europe a connu une baisse au début des années 80; il est donc clair que l'accord n'a pas eu les résultats voulus. Par contraste, les échanges commerciaux avec la région du Pacifique ont connu un essor au cours des années 80 et ont même dépassé en importance les relations commerciales du Canada avec la Communauté européenne (tableau 1).

Mis en présence de la négociation en 1987 de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE), les partenaires commerciaux dans la région du Pacifique de ces deux pays ont peut-être craint que l'Amérique du Nord se replie sur elle-même. Toutefois, le premier ministre Mulroney et les divers membres du Cabinet qui ont occupé le poste de ministre du Commerce extérieur ont réitéré dans de nombreux discours que l'accord de libre-échange n'influe aucunement sur l'engagement du Canada à l'égard des négociations commerciales multilatérales menées dans le cadre du GATT. D'ailleurs, il se peut que l'ALE et les négociations du GATT se complètent. En effet, l'accord de libre-échange obligera les entreprises canadiennes à se montrer plus compétitives; l'industrie canadienne aura donc tendance à accepter plus facilement l'assouplissement des relations commerciales lors des négociations du GATT.

Le 15 octobre 1989, dans un discours prononcé à l'Institut d'études de l'Asie du Sud-Est à Singapour, le premier ministre Mulroney a annoncé une stratégie commerciale appelée "Horizon Le Monde", portant sur la politique commerciale du Canada à l'égard des trois principaux marchés, soit les États-Unis, la Communauté européenne et l'Asie du Pacifique⁽⁵⁶⁾. Cette stratégie prévoit des initiatives dont le coût se chiffre à 93,6 millions de dollars, soit 15 p. 100 du budget total du commerce international des Affaires extérieures, et qui mettent l'accent sur les nouvelles possibilités d'échange, les investissements et la technologie. La stratégie Horizon Le Monde est formée de trois éléments clés:

- 1) la stratégie Débouchés aux États-Unis;
- 2) la stratégie Pacifique 2000;
- 3) la stratégie Europe 1992.

La stratégie Pacifique 2000 est formée de quatre principales composantes: la Stratégie commerciale pour le Pacifique, le Fonds pour l'apprentissage des langues et des réalités asiatiques Pacifique 2000; le Fonds des projets Pacifique 2000 et le Fonds pour la science et la technologie au Japon.

(56) Cabinet du Premier ministre, communiqué de presse sur la stratégie de développement commercial Horizon Le Monde, Ottawa, 15 octobre 1989.

D'après un document du ministère des Affaires extérieures, la Stratégie commerciale pour le Pacifique "est conçue pour faire en sorte que le Canada conserve sa part actuelle du marché dans la région, [...] créer de nouveaux marchés pour les produits transformés et les produits finis, en réponse aux mesures d'ouverture du marché, raffermir les liens entre les sociétés canadiennes et celles d'Asie-Pacifique et attirer au Canada les investissements et les touristes de cette région"(57). Il existe divers sous-programmes: des subventions aux activités de promotion du commerce dans la région de l'Asie et du Pacifique, une aide financière d'appui aux initiatives de pénétration du marché par les secteurs clés une représentation commerciale élargie du Canada dans la région et une aide financière aux entreprises et aux associations industrielles qui font la promotion des intérêts commerciaux et économiques du Canada dans cette région.

Le Fonds pour l'apprentissage des langues et des réalités asiatiques Pacifique 2000 Finance des programmes de formation linguistique en langues asiatiques et des études fortement axées sur le Japon. Une aide financière sera versée aux grands centre, par exemple à l'Université Simon Fraser, à Vancouver, et en Ontario Centre for International Business de Toronto, ainsi qu'à certains centres régionaux partout au Canada. Le Fonds finance d'autres activités: les perspectives d'emploi des spécialistes canadiens de l'Asie et du Pacifique, la participation au cours de langues dans l'entreprise, les conférences sur les études asiatiques au Canada, les activités au secondaire et le perfectionnement des professeurs de japonais.

Le Fonds des projets Pacifiques 2000 finance les activités suivantes: la promotion du Canada dans l'Asie et le Pacifique; un programme d'échanges entre le Canada et les pays de la région du Pacifique; l'éducation internationale, y compris le lancement d'entreprises conjointes par les maisons d'enseignement du Canada et de l'Asie; des recherches sur la politique exécutées par des universités et des instituts de recherche; le financement d'établissements du Pacifique, comme la Pacific Economic Cooperation Conference (PECC) dont fait partie le comité national canadien;

(57) Affaires extérieures et Commerce extérieur, "Canada: Horizon Le Monde - Guide des programmes et services", p. 9.

et l'attribution d'un budget à la Fondation Asie-Pacifique du Canada qui promeut des liens commerciaux, sociaux et culturels entre le Canada et les pays de l'Asie et du Pacifique.

Le Fonds pour les sciences et la technologie au Japon "est conçu pour élargir l'accès des chercheurs canadiens aux sciences et technologies et aux établissements de recherche du Japon"(58). Il subventionnera des visites et des échanges de chercheurs, la formation linguistique et des ateliers conjoints.

En outre, le Programme d'investissements d'Horizon Le Monde est conçu de manière à favoriser les investissements au Canada par les pays de la région du Pacifique et de la Communauté européenne. D'après des renseignements sur le Programme provenant du gouvernement, les nouveaux investissements constituent la clé pour atteindre les objectifs suivants: améliorer la productivité, réduire les coûts et créer de nouveaux avantages. Le Programme est conçu pour attirer de ces régions vers le Canada les investissements à teneur technologique.

La politique commerciale du Canada à l'égard des pays de la région du Pacifique est également fonction de son adhésion à plusieurs institutions internationales. Le Conseil économique du bassin du Pacifique, créé en 1967, comprend des groupes commerciaux du secteur privé représentant des pays de la région du Pacifique, ainsi que le Canada.

La Pacific Economic Cooperation Conference (PECC), créée en 1980, est un organisme tripartite réunissant des représentants du monde des affaires, du milieu universitaire et du gouvernement. La PECC comprend des comités nationaux qui représentent les pays suivants: Australie, Brunei, Canada, Chine, Indonésie, Japon, Corée, Malaysia, Nouvelle-Zélande, Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande et États-Unis. En septembre 1990, le comité permanent du PECC a accédé à la demande officielle d'adhésion du Mexique, du Pérou et du Chili(59).

Le colloque sur la politique commerciale à l'égard du Pacifique que la PECC a tenu à Vancouver en juin 1989 portait

(58) *Ibid.*, p. 12.

(59) H. Edward English, "Tomorrow the Pacific", Toronto, Institut C.D. Howe, p. 12.

principalement sur les négociations menées dans le cadre de l'Uruguay Round du GATT, dans lesquelles les pays de la région du Pacifique ont un enjeu considérable. D'après les participants, les cinq questions suivantes, liées aux négociations de l'Uruguay Round, sont prioritaires:

- 1) la protection de l'agriculture et l'octroi de subventions à ce secteur;
- 2) les produits tropicaux, les matières premières et les produits transformés connexes, et particulièrement l'escalade des mesure de protection touchant ces derniers;
- 3) la protection de l'industrie du textile et du vêtement au moyen de l'Accord multifibres et les restrictions bilatérales qui en découlent;
- 4) le rôle de la propriété intellectuelle et l'usage abusif qui en est fait, ce qui crée des distorsions dans le commerce des biens et des services technologiques de pointe;
- 5) la nécessité d'un cadre permettant d'assouplir les échanges de services et de supprimer les distorsions⁽⁶⁰⁾.

En janvier 1989, le premier ministre australien, Howard Hawke, a présenté une proposition de coopération économique régionale. Cette proposition a donné lieu à la rencontre de ministres de l'économie de douze pays de la région du Pacifique. Le ministre du Commerce international du Canada, John Crosbie, s'est rendu à la réunion d'un nouvel organisme, Asia Pacific Economic Cooperation (APEC), tenus à Canberra (Australie), en novembre 1989. Lors de cette réunion, les ministres ont insisté sur l'importance de l'Uruguay Round afin de renforcer et d'assouplir le système d'échange multilatéral. Ils ont convenu qu'il serait utile d'étudier la coopération possible entre les pays de la région du Pacifique dans des domaines comme l'investissement, la technologie, les ressources humaines, l'infrastructure, l'énergie, les ressources, les

(60) Rapport sur le colloque de 1989 sur la politique commerciale touchant les pays du Pacifique tenu par la Pacific Economic Cooperation Conference (PECC), tiré de *Pacific Initiatives in Global Trade*, H.E. English (éd.), Institut de recherches politiques, 1990, p. 12.

pêches, l'environnement, la promotion commerciale et le tourisme⁽⁶¹⁾. L'APEC s'est réuni de nouveau à Vancouver en septembre 1990; une deuxième réunion qui devait se tenir à Bruxelles en décembre n'a pas eu lieu.

À l'heure actuelle, on ne sait si l'APEC deviendra une institution officielle semblable à l'OCDE, ou s'il formera la base d'un bloc commercial servant de contrepoids à la Communauté économique européenne et à l'accord Canada-États-Unis. Jusqu'à maintenant, il ne semble pas que les membres de l'APEC appuient l'une ou l'autre de ces deux options. Toutefois, le protectionnisme accru de la part des États-Unis et de la Communauté européenne pourrait faire pencher la balance vers la création de liens régionaux officiels.

CONCLUSION

Par le passé, on a accusé la politique commerciale du Canada de trop favoriser les liens commerciaux avec les États-Unis et l'Europe, au détriment de la région du Pacifique. Plus récemment, l'augmentation rapide des échanges commerciaux et des investissements trans-Pacifique a obligé le gouvernement et les analystes de politique commerciale à se pencher de plus près sur cette région.

Étant donné leur croissance rapide et leur dynamisme, les économies de la région du Pacifique méritent un examen plus approfondi. Les pays de la région du Pacifique se distinguent les uns des autres par la nature de leurs richesses naturelles, par le degré de participation du gouvernement à l'économie et par leurs cultures, mais ils ont un trait commun: tous ont adopté une stratégie de développement axée sur l'exportation.

À ce titre, le Japon est certainement le chef de file; cependant, d'autres pays, comme la Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong et Singapour, suivent une voie semblable. À l'instar du Japon, ces pays ont

(61) Déclaration résumant la réunion de niveau ministériel, prononcée par le président, à Canberra, le 7 novembre 1989, tirée de *Pacific Initiatives in Global Trade*, Institut de recherches politiques, 1990, annexe III.

d'abord produit des textiles et des biens de consommation bon marché, mais, rapidement, ils se sont mis à produire des biens technologiques de plus en plus complexes. Viennent ensuite les pays comme la Malaisie et la Thaïlande, qui ont entrepris la production de textiles et qui font concurrence aux PNI pour ce qui est de certains biens de consommation dans le domaine de l'électronique. L'Indonésie et les Philippines accusent un certain retard, mais semblent engagées dans la même voie. Même la Chine communiste a recours à l'exportation afin de moderniser sa structure industrielle.

L'énergie dont font preuve le Japon et les PNI a eu une profonde influence sur les marchés canadiens. Dans le domaine des biens de consommation, qu'il s'agisse d'automobiles ou d'appareils électroniques, d'appareils électro-ménagers ou de chaussures, les produits du Pacifique sont omniprésents. Les pays de cette région sont de si habiles marchands internationaux qu'ils sont en train de produire d'importants excédents aux comptes courants entraînant des sorties massives de capitaux. Comme nous l'avons déjà souligné, le Japon fait des investissements considérables à l'étranger, et les PNI commencent à en faire autant. Ces mouvements de capitaux sont particulièrement importants pour des pays comme le Canada et les États-Unis où l'excédent de dépenses par rapport au revenu national doit être financé à l'aide de capitaux étrangers.

On a pu voir récemment que les entreprises et le gouvernement canadiens commencent à prendre au sérieux la question de la compétitivité à l'échelle internationale. Le succès économique que connaissent le Japon et les PNI pourrait porter à croire qu'il est essentiel qu'un ministère de planification, comme le ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur (MITI) au Japon, dirige le secteur privé vers des industries d'exportation stratégiques. Or, si Taiwan et la Corée du Sud ont eu recours à la planification effectuée par le gouvernement, il n'en demeure pas moins que le succès économique de Hong Kong, fondé sur un virtuel capitalisme de laissez-faire, montre plutôt que l'existence d'un tel ministère n'est pas absolument nécessaire. Face aux pays de la région du Pacifique, le Canada doit relever le gant et tirer profit des leçons qu'ils donnent en matière de compétitivité; cependant, il doit d'abord bien cerner la nature de ces leçons.

Les échanges commerciaux du Canada avec les pays de la région du Pacifique, dont la croissance est déjà supérieure à ceux qui sont entretenus avec toute autre région, pourraient s'intensifier encore quand se terminera l'Uruguay Round mené dans le cadre du GATT. Bien que les États-Unis, le Canada et le Mexique s'apprêtent à entreprendre des négociations afin que l'Amérique du Nord devienne un bloc commercial, il n'y a aucune raison d'oublier le potentiel commercial qu'offrent les pays situés à la limite ouest de l'océan Pacifique. Le libre-échange nord-américain et le libre-échange multilatéral peuvent se compléter, plutôt que s'exclure. Si, toutefois, les négociations du GATT devaient aboutir à un échec, un accord de libre-échange nord-américain représenterait certainement une meilleure solution que l'absence de toute autre libéralisation commerciale.

ANNEXE 1

EXPORTATIONS DU CANADA VERS LES É.-U. ET LES PAYS DE LA RÉGION
DU PACIFIQUE ET IMPORTATIONS DU CANADA PROVENANT DE CES PAYS
(en millions de dollars CAN actuels)

DESTINATION DES EXPORTATION/ PROVENANCE DES IMPORTATIONS		1980	1982	1985	1986	1987	1988	1989	1990
ÉTATS-UNIS	EXPORTATIONS	48 174	57 685	93 059	93 206	94 505	100 851	101 591	111 380
	IMPORTATIONS	47 446	46 907	72 020	75 227	76 716	86 020	88 103	87 894
	BALANCE	728	10 778	21 039	17 979	17 789	14 831	13 488	23 486
JAPON	EXPORTATIONS	4 374	4 589	5 737	5 967	7 073	8 813	8 844	8 230
	IMPORTATIONS	2 904	3 710	6 731	8 367	8 351	9 267	9 563	9 523
	BALANCE	1 470	879	(994)	(2 400)	(1 278)	(454)	(719)	(1 293)
AUSTRALIE	EXPORTATIONS	679	697	675	653	702	895	1 105	902
	IMPORTATIONS	521	442	365	497	562	672	653	766
	BALANCE	158	255	310	156	140	223	452	136
NOUVELLE- ZÉLANDE	EXPORTATIONS	115	159	192	152	140	142	170	158
	IMPORTATIONS	150	144	161	180	220	225	216	213
	BALANCE	(35)	15	31	(28)	(80)	(83)	(46)	(55)
CHINE	EXPORTATIONS	874	1 232	1 296	1 126	1 437	2 610	1 146	1 655
	IMPORTATIONS	182	264	438	593	812	955	1 182	1 393
	BALANCE	692	968	858	533	625	1 655	(36)	262
CORÉE DU SUD	EXPORTATIONS	512	487	786	976	1 178	1 211	1 661	1 554
	IMPORTATIONS	433	602	1 652	1 798	1 912	2 270	2 441	2 254
	BALANCE	79	(115)	(866)	(822)	(734)	(1,059)	(780)	(700)
TAIWAN	EXPORTATIONS	254	304	433	615	765	1 142	972	798
	IMPORTATIONS	579	695	1 377	1 876	2 166	2 255	2 352	2 109
	BALANCE	(325)	(391)	(944)	(1 261)	(1 401)	(1 113)	(1 380)	(1 311)
HONG KONG	EXPORTATIONS	199	265	345	333	490	1 009	1 079	685
	IMPORTATIONS	557	627	851	1 002	1 097	1 152	1 159	1 058
	BALANCE	(358)	(362)	(506)	(669)	(607)	(143)	(80)	(373)
INDONÉSIE	EXPORTATIONS	216	207	258	254	309	318	312	310
	IMPORTATIONS	77	56	122	142	193	179	190	202
	BALANCE	139	151	136	112	116	139	122	108
THAÏLANDE	EXPORTATIONS	142	146	132	111	200	269	346	505
	IMPORTATIONS	39	45	122	161	209	343	419	406
	BALANCE	103	101	10	(50)	(9)	(74)	(73)	99

suite...

ANNEXE 1 (suite)

EXPORTATIONS DU CANADA VERS LES É.-U. ET LES PAYS DE LA RÉGION
DU PACIFIQUE ET IMPORTATIONS DU CANADA PROVENANT DE CES PAYS
(en millions de dollars CAN actuels)

DESTINATION DES EXPORTATION/ PROVENANCE DES IMPORTATIONS		1980	1982	1985	1986	1987	1988	1989	1990
PHILIPPINES	EXPORTATIONS	86	101	46	49	122	133	223	206
	IMPORTATIONS	114	90	125	133	132	178	204	202
	BALANCE	(28)	11	(79)	(84)	(10)	(45)	19	4
MALAYSIA	EXPORTATIONS	95	123	209	108	121	183	226	256
	IMPORTATIONS	167	124	204	208	257	323	320	380
	BALANCE	(72)	(1)	5	(100)	(136)	(140)	(94)	(124)
SINGAPOUR	EXPORTATIONS	202	154	120	154	177	312	270	406
	IMPORTATIONS	105	102	186	208	291	466	502	552
	BALANCE	97	52	(66)	(54)	(114)	(154)	(232)	(146)
TOTAL PAYS DU PACIFIQUE	EXPORTATIONS	7 748	8 464	10 229	10 498	12 714	17 037	16 354	15 665
	IMPORTATIONS	5 828	6 901	12 334	15 165	16 202	18 285	19 201	19 058
	BALANCE	1 920	1 563	(2 105)	(4 667)	(3 488)	(1 248)	(2 847)	(3 393)
TOTAL CI-DESSUS	EXPORTATIONS	55 922	66 149	103 288	103 704	107 219	117 888	117 945	127 045
	IMPORTATIONS	53 274	53 808	84 354	90 392	92 918	104 305	107 304	106 952
	BALANCE	2 648	12 341	18 934	13 312	14 301	13 583	10 641	20 093
TOTAL MONDIAL	EXPORTATIONS	76 159	84 530	119 474	120 669	125 086	138 498	138 701	148 664
	IMPORTATIONS	69 274	67 855	104 355	112 511	116 238	131 171	135 191	136 224
	BALANCE	6 885	16 675	15 119	8 158	8 848	7 327	3 510	12 440

Source: Statistique Canada, Catalogue n° 65-202 (exportations et n° 65-203 (importations).

Il se peut que les renseignements présentés à l'annexe 1 diffèrent légèrement de ceux qui figurent ailleurs dans le présent document; en effet, Statistique Canada a révisé ses données.